

Soitec

Rapport financier sur
les neuf premiers
mois de l'exercice
2015-2016

1. Personnes responsables.....	4
2. Contrôleurs légaux des comptes.....	4
3. Facteurs de risques	5
4. Examen de la situation financière et du résultat	5
4.1. Situation et activité du Groupe	5
4.2. Segment Electronique	6
4.3. Segment autres activités	7
4.4. Segment Energie Solaire	7
4.5. Marge brute	7
4.6. Recherche et Développement	8
4.7. Charges d'exploitation.....	8
4.7.1. Frais commerciaux et de marketing.....	8
4.7.2. Frais généraux et administratifs	9
4.8. Résultat opérationnel courant.....	9
4.9. Résultat opérationnel.....	9
4.10. Résultat financier.....	9
4.11. Résultat net des activités abandonnées.....	10
4.12. Résultat et impôts	10
4.13. Bilan	11
4.13.1. Actifs non courants	12
4.13.2. Autres actifs	12
4.13.3. Besoin en fonds de roulement	12
4.13.4. Fonds propres	13
4.13.5. Dettes financières	13
4.13.6. Endettement net.....	13
4.14. Trésorerie et financement	13
4.15. Objectifs de la politique de gestion de trésorerie.....	14
5. Informations sur les tendances	14
6. Informations financières.....	15
6.1. Comptes consolidés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016	15
6.1.1. Compte de résultat consolidé.....	15
6.1.2. Résultat global.....	16
6.1.3. Bilan	17
6.1.4. Tableau de variation des capitaux propres.....	19
6.1.5. Tableau de flux de trésorerie	21
6.1.6. Information sectorielle	23
7. Notes aux états financiers consolidés du 31 décembre 2015.....	28
7.1. Présentation de la Société et de l'activité	28
7.2. Règles et méthodes comptables	29
7.2.1. Principes de préparation des états financiers	29
7.2.2. Événements de la période	29
7.2.3. Périmètre de consolidation	30
7.2.4. Continuité d'exploitation.....	31
7.3. Notes sur le bilan.....	31
7.3.1. Immobilisations incorporelles.....	31
7.3.2. Immobilisations corporelles	32
7.3.3. Stocks.....	32
7.3.4. Créances clients.....	33
7.3.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie	33
7.3.6. Activités abandonnées et actifs et passifs destinés à être cédés.....	34
7.3.7. Distributions de dividendes.....	35
7.3.8. Paiements fondés sur des actions	35
7.3.9. Emprunts et dettes financières	36
7.3.10. Provisions et autres passifs non courants	36
7.3.11. Provisions pour risques et charges	37
7.4. Notes sur le compte de résultat	40

7.4.1.	Frais de personnel	40
7.4.2.	Frais de recherche et développement.....	40
7.4.3.	Dotations aux amortissements incluses dans le compte de résultat consolidé	41
7.4.4.	Autres produits et charges opérationnels.....	41
7.4.5.	Charge d'impôt	41
7.4.6.	Résultat net par action	42
7.4.7.	Résultat net des activités abandonnées	42
7.5.	Autres informations	42
7.5.1.	Saisonnalité de l'activité	43
7.5.2.	Informations relatives aux parties liées	43
7.6.	Evènements postérieurs à la clôture	43

1. Personnes responsables

Responsable du rapport financier

Monsieur Paul Boudre, Président - Directeur Général.

Attestation du responsable du rapport financier sur les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour les neufs premiers mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neufs premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice

Le 11 avril 2016

Paul Boudre

Président - Directeur Général

2. Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Cabinet Muraz Pavillet représenté par Monsieur Christian Muraz

3, chemin du Vieux Chêne – 38240 Meylan

- Date du premier mandat : 27 février 1992
- Renouvellement du mandat : 7 juillet 2010
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

PricewaterhouseCoopers Audit représenté par Monsieur Nicolas Brunetaud

63, rue de Villiers – 92208 Neuilly sur Seine

- Date du premier mandat : 7 juillet 2010
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Commissaires aux comptes titulaires suppléants

René-Charles Perrot (suppléant du Cabinet Muraz Pavillet)

65, boulevard des Alpes – 38240 Meylan

- Date du premier mandat : 27 février 1992
- Renouvellement du mandat : 7 juillet 2010
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016

Yves Nicolas (suppléant du Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit)

63, rue de Villiers – 92208 Neuilly sur Seine

- Date du premier mandat : 7 juillet 2010
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

3. Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe sera confronté au cours des trois mois restants de l'exercice 2015-2016 sont ceux identifiés au chapitre 4 « Facteurs de risque » des pages 7 à 14 du Document de Référence 2014-2015 de Soitec, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 juin 2015 sous le numéro D.15-0587 ainsi que dans l'actualisation du Document de Référence déposée le 7 mars 2016.

4. Examen de la situation financière et du résultat

Le rapport concernant les neuf premiers mois d'activité qui suit doit être lu en liaison avec les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour le semestre clos le 30 septembre 2015, le Document de Référence de la Société pour l'exercice 2014-2015 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 juin 2015 sous le numéro D. 15-0587 et son actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mars 2016.

Suite à la décision prise en janvier 2015 de recentrer le Groupe sur son cœur de métier, la présentation sectorielle a été modifiée. Désormais, la Société présentera des états financiers répartis entre les trois secteurs suivants :

- Electronique : activité historique dans le secteur des semi-conducteurs, incluant le coût des fonctions support autrefois reporté dans le segment « Corporate » et les activités de R&D relatives aux matériaux III-V autrefois réparties entre les segments Eclairage et Energie Solaire ;
- Autres activités : les unités génératrices de trésorerie (UGT) Equipement (filiale Altatech) et Eclairage, incluant les activités de R&D du site de Phoenix ; malgré la cession de la filiale Altatech avant le terme de l'exercice fiscal en cours, les actifs de l'UGT n'ont pas été classés en actifs destinés à être cédés car leur poids relatif dans le bilan du consolidé du groupe n'est pas significatif.
- Energie Solaire : incluant des activités poursuivies et des activités abandonnées.

Soitec a décidé de comptabiliser en activités abandonnées les résultats du segment Energie Solaire à partir du premier semestre de l'exercice 2015-2016, l'avancement du plan de sortie de ces activités au 30 septembre 2015 ayant permis de vérifier le respect des critères de la norme IFRS 5. Pour permettre la comparaison, les états financiers pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014-2015 ont été retraités de la même façon.

Les principaux actifs liés à la centrale solaire Sud-africaine de Touwsrivier, qui avaient été classés en actifs financiers non courants à la clôture au 30 septembre 2015 en raison des difficultés rencontrées par la Société pour en réaliser la vente, sont à nouveau présentés en actifs destinés à la vente. En effet, le niveau d'avancement des démarches permet d'envisager une cession au cours des douze prochains mois. Ce classement comptable concerne les deux éléments suivants :

- Part de 20% du capital de la société CPV Power Plant n°1 Ltd (Touwsrivier) détenue par Soitec Solar GmbH
- Financement (principal et intérêts) consenti par Soitec Solar RSA à l'un des autres actionnaires de la société CPV Power Plant n°1 Ltd.

Le dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud demeure classé en actif financier non courant.

Pour la société Soitec SA, nous avons appliqué la norme IFRIC 21 sur les taxes de façon rétrospective au 1^{er} avril 2015. En conséquence, les données comparatives du 31 décembre 2014 ont également été retraitées.

4.1. Situation et activité du Groupe

Les neuf premiers mois d'activité sont marqués par une forte croissance des ventes et la confirmation du retour à la rentabilité opérationnelle de l'activité Electronique.

L'activité globale s'est inscrite en progression de 49%, avec un chiffre d'affaires de 171,6 millions d'euros contre 115,4 millions d'euros pour l'exercice précédent. Cette croissance est imputable à la forte augmentation des volumes de vente du segment Electronique.

La progression du chiffre d'affaires a eu un impact favorable sur la marge brute, en progression de 31,7 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel courant est positif à hauteur de 8,4 millions d'euros, en augmentation de 43,3 millions d'euros par rapport à la perte opérationnelle courante de 34,9 millions d'euros enregistrée au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2014-2015.

La baisse nette des dépenses de recherche et développement contribue à l'amélioration du résultat opérationnel courant. En effet, elles sont passées de 24,2 millions d'euros en 2014-2015 à 13,7 millions d'euros en 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par une augmentation significative du montant des aides comptabilisées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016. Cette augmentation des aides est imputable à hauteur de plus de 3 millions d'euros à la reconnaissance sur l'exercice 2015-2016 de subventions portant sur les coûts de l'exercice antérieur, du fait de la signature tardive des conventions avec les organismes financeurs. La Société n'anticipant pas le renouvellement de cette situation sur le prochain exercice, les frais nets de recherche et développement devraient revenir à un niveau sensiblement plus élevé en 2016-2017.

Les frais administratifs sont en baisse de 1,9 million d'euros (dont 1,8 million d'euros sur le segment Electronique), grâce à la poursuite des actions de réduction des coûts. Les frais commerciaux augmentent de 0,7 million d'euros, la totalité de cette croissance étant imputable au segment autres activités.

Sur les neuf premiers mois 2015-2016, la contribution des deux segments au résultat opérationnel courant est répartie de la façon suivante :

- Electronique : le produit opérationnel courant s'élève à 15,7 millions d'euros, contre une perte opérationnelle courante de 27,7 millions d'euros l'année précédente.
- Autres activités : la perte opérationnelle courante s'élève à 7,2 millions d'euros, contre 7,1 millions d'euros l'année précédente.

Les fonds propres consolidés du Groupe s'inscrivent à - 0,8 million d'euros (contre 50 millions d'euros au 31 mars 2015) et la dette financière nette à 165,7 millions d'euros (contre 150 millions d'euros au 31 mars 2015). La trésorerie brute disponible s'établit à 51,7 millions d'euros contre 22,9 millions d'euros au 31 mars 2015.

4.2. Segment Electronique

Le segment Electronique a généré un chiffre d'affaires de 168 millions d'euros au cours des neuf premiers mois 2015-2016, en hausse de 50 % par rapport à la même période de l'exercice précédent (112 millions d'euros). Ce segment a représenté 98 % du chiffre d'affaires total du Groupe.

Les tableaux suivants permettent d'apprécier l'évolution de la ventilation du chiffre d'affaires par région, clients et taille de plaques.

- Répartition géographique du chiffre d'affaires du segment Electronique

	2014-2015	2015-2016
Etats-Unis	41%	31%
Europe	28%	39%
Asie	31%	30%

- Répartition du chiffre d'affaires du segment Electronique par clients

	2014-2015	2015-2016
Cinq premiers clients	70%	57%
Clients n° 6 à n° 10	18%	28%
Autres clients	12%	15%

- Répartition du chiffre d'affaires du segment Electronique par famille de produits

	2014-2015	2015-2016
SOI 300 mm	25%	21%
Petits diamètres	71%	77%
Matériaux III-V	2%	0%
Royalties	2%	2%
Autres	0%	0%

(en milliers d'euros)	2015-2016	2014-2015
SOI 300mm	35 602	28 333
Petits diamètres	128 047	78 706
Specialty Electronics	-	2 258
Royalties	4 113	2 578
Total Electronique	167 762	111 875

Par rapport à l'exercice précédent, les ventes de plaques de 200 mm augmentent de 63 % à 128 millions d'euros contre 78.7 millions d'euros en 2014-2015. Ces plaques sont principalement destinées aux applications de radiofréquence (RF) et à l'électronique de puissance. L'unité de production de plaques de 200 mm de Bernin est désormais utilisée à pleine capacité. L'accord passé avec le sous-traitant chinois Simgui donnera accès à des capacités supplémentaires pour répondre à une demande en croissance.

Les ventes de plaques SOI 300 mm sont en hausse de 26 % à 35,6 millions d'euros, contre 28,3 millions d'euros en 2014-2015. Certains produits PD-SOI dédiés aux marchés des PC et des consoles de jeux arrivent en fin de vie. Soitec continue à œuvrer à la qualification de ses plaques de 300 mm en silicium sur isolant totalement *déplété* (FD-SOI) auprès de grandes fonderies, afin de capter le fort potentiel de croissance du marché des applications dédiées à l'électronique grand public, à l'automobile et à l'industrie. Le marché de la radiofréquence (RF) offre également des perspectives de demande pour les plaques de 300 mm.

En 2014-2015, les autres ventes du segment Electronique concernaient les matériaux AsGa (arséniure de gallium). Le fonds de commerce de cette activité a été cédé au cours de l'exercice 2014-2015.

Les revenus de licence s'établissent à 4,1 millions d'euros (2,5 millions d'euros pour la même période de l'exercice précédent).

4.3. Segment autres activités

(en milliers d'euros)	2015-2016	2014-2015
<i>Equipement</i>	2 603	1 955
<i>Eclairage</i>	1 310	1 616
Total autres activités	3 913	3 571

Le segment autres activités regroupe les activités Eclairage et Equipement (Altatech).

Les ventes de l'activité Equipement progressent de 33 % à 2,6 millions d'euros contre 1,9 million d'euros en 2014-2015.

L'activité Eclairage affiche un chiffre d'affaires de 1,3 million d'euros, en recul de 19% par rapport au chiffre d'affaires de 1,6 million d'euros en 2014-2015.

- Répartition géographique du chiffre d'affaires de l'activité Eclairage

	2014-2015	2015-2016
Etats-Unis	3%	- %
Europe	97%	94 %
Asie	0%	6%

- Répartition géographique du chiffre d'affaires de l'activité Equipement

	2014-2015	2015-2016
Etats-Unis	2%	2%
Europe	96%	42%
Asie	2%	56%

4.4. Segment Energie Solaire

Le chiffre d'affaires réalisé par le segment Energie Solaire s'établit à 22 millions d'euros contre 38,5 millions d'euros en 2014-2015. L'impact de cette activité est présenté au niveau du résultat net du Groupe, en activités abandonnées.

4.5. Marge brute

La marge brute correspond au chiffre d'affaires total diminué du coût des ventes. Le coût des ventes est égal à la somme des coûts de production et de distribution ainsi que des droits de licences (principalement CEA-Leti pour l'utilisation de la technologie SmartCut™).

La marge brute du segment Energie Solaire n'apparaît pas dans la marge brute du Groupe compte tenu de son reclassement en activités abandonnées au niveau du résultat net.

Les coûts de production comprennent les coûts des matières premières, essentiellement du silicium, les coûts de fabrication, dont les coûts de main-d'œuvre directe, l'amortissement et les frais de maintenance du matériel de production et des infrastructures de la salle blanche, la quote-part des frais généraux affectés à la production.

La marge brute s'est fortement améliorée, passant de 10,7 millions d'euros (9 % du chiffre d'affaires) en 2014-2015 à 42,4 millions d'euros (25 % du chiffre d'affaires) en 2015-2016.

L'amélioration provient exclusivement du segment Electronique qui représente 98% du chiffre d'affaires du Groupe et dont la marge brute est passée de 10 millions d'euros (9 % du chiffre d'affaires) à 42,6 millions d'euros (25% du chiffre d'affaires), grâce à une forte croissance du volume de ventes et à une évolution favorable de la parité euro / dollar.

La marge brute du segment autres activités a reculé, passant de 0,6 million d'euros en 2014-2015 (17 % du chiffre d'affaires) à -0,2 million d'euros (-7 % du chiffre d'affaires) en 2015-2016.

4.6. Recherche et Développement

Les coûts de recherche et développement sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de leur occurrence si les critères requis par la norme IAS 38 pour permettre leur activation au bilan ne sont pas vérifiés.

Les coûts de recherche et développement sont constitués pour l'essentiel des éléments suivants :

- salaires et charges sociales,
- coûts d'exploitation des salles blanches et des équipements nécessaires aux activités de recherche et développement,
- sous-traitance auprès de centres publics de recherche ou de laboratoire privés, accords de coopération,
- coûts liés au maintien et au renforcement des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

Sous réserve que les conventions soient signées et les autorisations administratives obtenues, les montants reçus dans le cadre de contrats d'aide sont déduits des coûts bruts de recherche et développement pour aboutir à un montant net imputé au compte de résultat.

Une partie des aides contribuant au financement des activités de R&D peut être octroyée sous la forme d'avances remboursables. Conformément aux normes IAS 38 et IAS 20, si le Groupe considère que l'avancement technique et commercial des projets rend leur probabilité de succès peu élevée, les frais de développement correspondants ne sont pas activés mais sont enregistrés directement en résultat et les avances remboursables correspondantes sont comptabilisées en déduction de ces frais, indépendamment des notifications de la part des organismes financeurs qui ne peuvent intervenir qu'ultérieurement lors des passages de jalon mettant un terme aux programmes ou ouvrant la période au remboursement des avances.

Le Groupe pourra être amené, en fonction de l'évolution des probabilités de succès technique ou commercial des projets concernés, à constater un passif financier au regard des perspectives de chiffre d'affaires généré par les nouveaux produits développés dans le cadre des programmes d'aide. Ainsi, une partie des avances remboursables perçues au titre des programmes d'aide Nanosmart et G²REC a été comptabilisée en résultat sur la base des hypothèses de remboursement dérivant du plan d'affaires. Une forte correction à la hausse des prévisions à long terme de ventes de FD-SOI ou de SOI pour les applications de radio-fréquence pourrait conduire au reclassement en dette d'une partie des aides passées en résultat. Le montant théorique maximum qui pourrait être reclassé est de 14 millions d'euros, la probabilité d'atteindre un tel niveau étant extrêmement faible. Inversement, en cas de révision à la baisse des prévisions de ventes, le montant maximum d'avances figurant au passif du bilan et qui pourraient être reclassées en résultat, est de 11 millions d'euros.

Soitec S.A. bénéficie d'un crédit d'impôt recherche (CIR). Ce crédit est présenté en déduction des coûts de recherche et développement conformément à la norme IAS 20. Le montant du CIR enregistré dans les états financiers pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016 s'élève à 9,1 millions d'euros.

Les dépenses nettes de recherche et développement ont connu un recul sensible à 13,7 millions d'euros (8% du chiffre d'affaires), contre 24 millions d'euros (21 % du chiffre d'affaires) pour l'exercice précédent. Cette évolution traduit une baisse des coûts du fait de l'abandon de programmes liés à des activités non stratégiques et une forte croissance du montant des aides, en partie en raison du décalage entre la date de signature des contrats de financement, qui permet la reconnaissance des aides en compte de résultat, et la date de démarrage effective des programmes, parfois antérieure de plusieurs mois.

4.7. Charges d'exploitation

4.7.1. Frais commerciaux et de marketing

Les frais commerciaux et de marketing s'élèvent à 6,6 millions d'euros contre 6 millions d'euros en 2014-2015. Les équipes commerciales de l'activité Eclairage (segment autres activités) avaient été renforcées en fin d'exercice 2014-2015 dans le but d'assurer le développement de l'activité (+0,7 million d'euros de charge).

Les frais commerciaux et de marketing de l'activité Electronique sont restés stables.

4.7.2. Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs s'inscrivent en recul de 13% pour ressortir à 13,5 millions d'euros en 2015-2016 contre 15,5 millions d'euros en 2014-2015. Cette diminution de 2 millions d'euros d'une année sur l'autre concerne principalement le segment Electronique (1,8 million d'euros). Cette amélioration est le résultat d'une politique continue de réductions de coûts. Les frais généraux et administratifs n'incluent pas les coûts relatifs à la restructuration du Groupe et aux opérations de recapitalisation, qui sont inscrits en autres charges opérationnelles ou en réduction de la prime d'émission, le cas échéant.

4.8. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant ressort positif à 8,4 millions d'euros (5 % du chiffre d'affaires) contre une perte de 34,9 millions d'euros (-30 % du chiffre d'affaires) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014-2015.

- Le segment Electronique ressort en profit de 15,6 millions d'euros, contre une perte de 27,7 millions d'euros au cours de l'exercice précédent.
- Le segment autres activités présente une perte de 7,2 millions d'euros, contre une perte de 7,1 millions d'euros au cours de l'exercice précédent.

4.9. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est constitué du résultat opérationnel courant et des autres produits et charges opérationnels non courants.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016, le Groupe a enregistré une charge nette non courante de 28,1 millions d'euros (contre une charge de 1,4 million d'euros en 2014-2015).

Cette charge résulte en partie des frais juridiques et de conseil qui ont été engagés dans le cadre de la procédure de conciliation et de la réorganisation du portefeuille d'activités du Groupe. Elle inclut des coûts nets de restructuration, hors activité solaire.

Les autres charges opérationnelles comprennent également les impacts des tests de dépréciation des actifs non courants comptabilisés sur la valeur des actifs d'Altatech (2,2 millions d'euros), sur la base du prix de cession de la filiale, et de la salle blanche de Singapour (20,1 millions d'euros).

Le résultat opérationnel est une perte de 19,7 millions d'euros, contre une perte de 36,3 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent.

4.10. Résultat financier

Sur les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016, le résultat financier net du Groupe enregistre une charge nette de 20,9 millions d'euros à comparer à une charge nette de 8,2 millions d'euros sur l'exercice précédent.

Cette charge s'explique par les éléments suivants :

- Le résultat financier hors résultat de change est une perte de 19 millions d'euros en 2015-2016, contre une perte de 12,8 millions d'euros en 2014-2015.
 - o En 2015-2016, une charge financière de 7,6 millions d'euros est enregistrée au titre des Océanes 2018 pour lesquelles les coupons sont versés semestriellement, le 18 septembre et le 18 mars.
 - o Le dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire de la centrale solaire de Touwsrivier en Afrique du Sud a fait l'objet d'une provision complémentaire d'un montant de 5,0 millions d'euros en septembre 2015, portant sa valeur nette à l'actif du bilan à 2,7 millions d'euros.
 - o Dans le cadre du protocole de conciliation homologué par le Tribunal de Commerce de Grenoble en mai 2015, les lignes de crédit bancaires ont fait l'objet d'un moratoire et l'échéance de la dette de 37,2 millions d'euros a été reportée au 30 novembre 2019. Le taux d'intérêt est compris entre de 0,57 % et 0,96 %. Pour l'exercice 2015-2016, la charge d'intérêts s'élève à 0,1 million d'euros. Les intérêts sont capitalisés et remboursables au terme du prêt.
 - o Par ailleurs, de nouveaux prêts ont été accordés par le CEA, la société Shin Etsu Handotai et la BPI pour un montant total initial de 54 millions d'euros. Ces nouveaux prêts - rémunérés à des taux compris entre 2,99 % et 12,00 % - arriveront à échéance en mai 2016. En 2015-2016, la charge d'intérêts s'élève à 2,0 millions d'euros. Un remboursement partiel sur ces prêts à hauteur de 11,9 millions d'euros a été réalisé au cours du premier semestre 2016.
 - o Le Groupe a signé un nouveau contrat de location-financement portant sur les équipements de production. Une première tranche a été finalisée en octobre 2014 pour un montant de 11 millions d'euros, conclu pour une durée de 3 ans et portant intérêt au taux de 7,04 %. Une seconde tranche a été finalisée en août 2015 pour un montant de 11 millions d'euros, conclu pour une durée de 3 ans et portant intérêt au taux de 11,40 %. En 2015-2016, la charge d'intérêts s'élevait à 1,1 million

d'euros.

- Le résultat de change est une perte de 1,8 million d'euros contre un gain de 4,5 millions d'euros l'exercice précédent. Il résulte pour l'essentiel de la variation du dollar contre l'euro. Ce résultat de change se décompose entre :
 - o Une perte de change nette réalisée de 0,1 millions d'euros en 2015-2016 contre un profit de 2,9 millions d'euros en 2014-2015.
 - o Une perte de change latente nette de 1,8 millions d'euros en 2015-2016 contre un profit de 1,6 million d'euros en 2014-2015.

4.11. Résultat net des activités abandonnées

Le résultat net des activités est une perte de 26,2 millions d'euros.

La rupture des négociations avec ConcenSolar pour la cession de certains actifs de l'activité Energie Solaire, annoncée dans le communiqué de presse du 5 août 2015, a conduit Soitec à poursuivre son plan d'arrêt des activités de production et de recherche et développement à San Diego (Etats-Unis) et Freiburg (Allemagne) et la vente des actifs résiduels. Les critères de la norme IFRS 5 étant vérifiés au 30 septembre 2015, le résultat net des activités abandonnées est donc présenté sur une seule ligne « Résultat net des activités abandonnées » au niveau du résultat net (voir note 7.4.7).

Le résultat opérationnel courant des activités abandonnées est nul pour les neufs premiers mois de l'exercice 2015-2016. Le résultat opérationnel est une perte de 0.9 million d'euros, qui s'explique par la variation des provisions comptabilisées au 31 mars 2015. Le solde des provisions se monte à 18 millions d'euros. La perte de 26,2 millions d'euros résulte principalement de la variation des taux de change : d'une part, conformément à la norme IFRS 5, le reclassement en résultat des écarts de conversion cumulés inscrits au bilan des filiales hébergeant les activités abandonnées (charge de 35 millions d'euros pour les filiales américaines et de 8 millions d'euros pour les filiales sud-africaines) ainsi que des écarts de conversion sur les compte-courant qualifiés d'investissements nets correspondant au financement de l'usine de modules photovoltaïques de San Diego, historiquement enregistrés dans la situation nette (produit de 19 millions d'euros) ; d'autre part, perte de change latente sur les prêts à ces mêmes filiales, pour un montant de 1 million d'euros.

Les principaux actifs financiers liés à la centrale solaire de Touwsrivier en Afrique du Sud ont été reclassés en actifs destinés à la vente en raison de l'avancement des démarches menées en vue de leur cession, qui permet d'envisager la conclusion d'une transaction dans un horizon de douze mois. Ils comprennent la participation de 20% dans la société projet CPV Power Plant n°1, mise en équivalence, et un prêt consenti à l'un des actionnaires de la même société. Un dépôt de garantie a été maintenu en actif financier non courant. Tous les autres éléments du segment Energie Solaire sont désormais classés en activité abandonnées.

4.12. Résultat et impôts

Le Groupe enregistre une perte de 69 millions contre une perte de 115.2 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'exercice 2014-2015.

Le résultat avant impôt hors activités abandonnées ressort en perte à 40,6 millions d'euros (contre une perte de 44.6 millions d'euros l'exercice précédent) et la charge d'impôt est de 1.9 million d'euros. Ce résultat tient compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence : perte de 207 milliers d'euros pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016, contre une perte de 2,6 millions d'euros pour la même période de l'exercice 2014-2015.

Le résultat net des activités abandonnées s'établit en perte à 26,2 millions d'euros (67.9 millions d'euros en 2014-2015).

Le résultat dilué par action est une perte de 0,30 euro, répartie entre les activités poursuivies (-0,18 euro) et les activités abandonnées (-0,11 euro). Sur les neufs premiers mois de l'exercice 2014-2015, le résultat dilué par action était une perte de 0,51 euro par action, répartie entre les activités poursuivies (-0,2 euro) et les activités abandonnées (-0,3 euro).

4.13. Bilan

Pour les besoins de comparaison à périmètre constant, la part des actifs et des passifs du segment Energie Solaire et reclassée en activités abandonnées a été isolée et est présentée dans le tableau ci-dessous.

Actif (en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 mars 2015	31 mars 2015 Dont reclassement des actifs en activités abandonnées *	31 mars 2015 retraité des activités abandonnées *
Actifs non courants :				
Goodwill et immobilisations incorporelles	4 323	8 842	-	8 842
Projets de développements capitalisés	1 944	2 226	-	2 226
Immobilisations corporelles	123 930	156 736	-	156 736
Projets de centrales solaires	-	1 600	1 600	-
Actifs d'impôts différés	-	-	-	-
Titres mis en équivalence	-	-	-	-
Actifs financiers non courants	9 417	5 739	561	5 178
Autres actifs non courants	22 225	28 961	269	28 692
Total des actifs non courants	161 839	204 104	2 430	201 674
Actifs courants :				
Stocks	36 484	33 073	5 013	28 060
Clients et comptes rattachés	36 455	43 812	1 638	42 174
Autres actifs courants	20 221	18 894	5 323	13 572
Actifs financiers courants	1 330	1 311	328	983
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 757	22 911	-	22 911
Total des actifs courants	146 247	120 001	12 302	107 700
Actifs destinés à être cédés	21 827	69 435	-	69 435
Actifs des activités abandonnées	6 259	-	-	-
Total de l'actif	336 172	393 540	14 731	378 809

Passif (en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 mars 2015	31 mars 2015 Dont reclassement des actifs en activités abandonnées *	31 mars 2015 Retraité des activités abandonnées *
Total des capitaux propres	(811)	49 958	-36	49 994
Passifs non courants :				
Dettes financières à long terme	156 507	123 552	1 947	121 605
Passifs d'impôts différés	-	-	-	-
Provisions et autres passifs non courants	14 920	17 543	2 055	15 488
Total des passifs non courants	171 427	141 095	4 002	137 093
Passifs courants :				
Dettes financières à court terme	60 980	49 455	2 755	46 700
Fournisseurs	36 402	52 279	5 199	47 080
Provisions et autres passifs courants	40 820	83 902	37 014	46 888
Total des passifs courants	138 202	185 635	44 968	140 668
Passifs destinés à être cédés	-	16 852	-	16 852
Passifs des activités abandonnées	27 354	-	-	-
Total du passif	336 172	393 540	48 934	344 607

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « Actifs non courant destinés à la vente et activités abandonnées », le bilan a été retraité des activités du segment Energie Solaire. Pour rendre les états financiers comparables avec les éléments publiés au 31 mars 2015, les éléments liés aux activités abandonnées ont été reclassés en actifs et passifs des activités abandonnées.

* La norme IFRIC 21 sur les taxes a été appliquée de façon rétrospective au 1^{er} avril 2015. En conséquence, les données comparatives du 31 mars 2015 ont été retraitées. Les capitaux propres sont impactés de 36 milliers d'euros et la contrepartie est une diminution de la dette fiscale, enregistrée en provisions et autres passifs courants.

Le total du bilan s'élève à 336,1 millions d'euros contre 393,5 millions d'euros à fin mars 2015. Les principales variations des postes du bilan sont détaillées dans les points suivants.

4.13.1. Actifs non courants

Tests de dépréciation pour perte de valeur

Des tests de dépréciation des actifs non courants sont réalisés sur les unités génératrices de trésorerie (UGT) pour lesquelles le Groupe estime qu'il existe un indice de perte de valeur. Au 31 mars 2015, compte tenu de l'environnement de la Société toutes les UGT avaient fait l'objet d'un test de dépréciation. Les goodwill ayant été totalement dépréciés sur les exercices antérieurs, le bilan ne comporte plus d'immobilisations à durée de vie indéterminée. Conformément à la norme IAS 36, les tests avaient été réalisés au niveau le plus fin de génération de flux de trésorerie : UGT SOI 300 mm, UGT SOI 200 mm et UGT Equipement.

Pour la clôture au 31 décembre 2015, des indices de pertes de valeur ont été identifiés sur les actifs suivants : le bâtiment industriel de Singapour et les actifs de l'UGT Altatech. Ces actifs ont donc fait l'objet de tests de dépréciation.

Les actifs non courants nets sont ressortis à 161,8 millions contre 201,7 millions d'euros au 31 mars 2015 (après reclassement de 2,4 millions d'euros en actifs des activités abandonnées). La variation de la période (-40 millions d'euros) se décompose comme suit :

La valeur des actifs incorporels et corporels a diminué de 37,6 millions d'euros. Cette variation résulte principalement :

- des dotations aux amortissements: - 20,6 millions d'euros,
- des reprises de provision pour perte de valeur (Phoenix principalement) : 1,8 million d'euros,
- des acquisitions de la période : + 6,2 millions (+5.7 d'immobilisations corporelles et +0.5 d'immobilisations incorporelles),
- des charges de dépréciation pour perte de valeur sur le bâtiment industriel de Singapour (20,1 millions d'euros) et sur les immobilisations de la filiale Altatech (-2 millions d'euros).
- de l'impact de la dépréciation du dollar face à l'euro sur la valeur des actifs de la filiale de Singapour : - 1 million d'euros. L'impact sur les actifs des filiales américaines et japonaises est négligeable.

Du fait de l'incertitude sur le délai de réalisation de la cession des actifs relatifs à la centrale solaire sud-africaine de Touwsrivier, Soitec a décidé à la clôture au 30 septembre 2015 de ne pas maintenir leur classement en actifs destinés à la vente. L'avancement des démarches permettant désormais d'envisager la conclusion d'une vente au cours des douze prochains mois, les deux principaux actifs (parts dans la filiale projet détenues par Soitec Solar GmbH et créance financière vis-à-vis de l'un des autres actionnaires) sont à nouveau présentés en actifs destinés à la vente. Le dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire, qui avait fait l'objet d'une provision pour dépréciation complémentaire de 5,0 millions d'euros en septembre 2015, a été maintenu en actif financier non courant.

4.13.2. Autres actifs

La diminution de 6,7 millions d'euros s'explique principalement par :

- La réduction de la créance au titre du crédit impôt recherche de 10,9 millions d'euros. Les créances au titre des années 2014 (7,3 millions d'euros) et 2012 (8,1 millions d'euros) ont été remboursées respectivement en avril 2015 et septembre 2015 et ont été partiellement compensées par la comptabilisation d'une créance de 5,6 millions d'euros au titre de l'année 2015 (dont 5,5 millions d'euros concernent Soitec SA). Le montant du crédit d'impôt recherche au titre de l'année 2014 a été directement perçu par la Société en avril 2015 dans le cadre du processus de conciliation.
- La créance au titre du crédit impôt compétitivité emploi augmente de 0,7 million d'euros.

4.13.3. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est calculé de la façon suivante :

- le BFR d'exploitation, comprenant les stocks, les créances clients, les dettes fournisseurs, les avances et acomptes versés ou reçus ainsi que les créances et dettes sociales et fiscales hors impôt sur les sociétés.
- le BFR hors exploitation, comprenant les créances et dettes sur fournisseurs d'immobilisations (y compris les acomptes versés ou reçus) et les créances et dettes fiscales liées à l'impôt sur les sociétés.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016, le besoin en fonds de roulement a augmenté de 36,5 millions, passant de 15,2 millions d'euros au 31 mars 2015 à 51,8 millions d'euros. Cette variation s'analyse de la façon suivante :

- le BFR d'exploitation est passé de -18,1 millions d'euros au 31 mars 2015 à +22,5 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation des stocks (8,4 millions d'euros), la diminution des créances clients et comptes rattachés (5,7 millions) et la diminution des dettes fournisseurs et autres dettes courantes (34,5 millions d'euros).
- le BFR hors exploitation est passé de 33,3 millions d'euros au 31 mars 2015 à 29,2 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par une augmentation des créances relatives au crédit impôt recherche (8,8 millions d'euros).

4.13.4. Fonds propres

Les fonds propres sont en recul (-50,8 millions d'euros), ressortant à -0,8 million d'euros contre 50 millions d'euros au 31 mars 2015. La variation est principalement imputable aux éléments suivants : perte de -69 millions d'euros constatée sur la période partiellement compensée par le reclassement en compte de résultat des écarts de conversion des filiales hébergeant les activités abandonnées, pour +24 millions d'euros.

4.13.5. Dettes financières

La dette financière est passée de 168,3 millions d'euros à fin mars 2015 à 217,4 millions d'euros à fin décembre 2015. Les principales variations sont les suivantes :

Dans le cadre du protocole de conciliation homologué par le Tribunal de Commerce de Grenoble le 5 mai 2015, le Groupe a mis en place un plan de financement d'un montant de 54 millions d'euros et arrivant à échéance en mai 2016. L'industriel Shin Etsu Handotai a prêté 30 millions d'euros (au taux Euribor +3%), Bpifrance Participations 15 millions d'euros et CEA-Investissement 9 millions d'euros (tous deux à un taux d'intérêt de 12%). Au 31 décembre 2015, le montant résiduel de la dette s'élève à 44 millions d'euros (incluant 2 millions d'euros d'intérêts courus), le Groupe ayant partiellement remboursé les prêts en août 2015.

En août 2015, le Groupe a signé un nouveau contrat de location-financement pour un montant de 11 millions d'euros, conclu pour une durée de 3 ans et portant intérêt au taux de 11,40 %.

Enfin, le Groupe a remboursé 4,9 millions d'euros de lignes de crédit correspondant à la mobilisation du crédit d'impôt recherche.

4.13.6. Endettement net

L'endettement net s'établit à -165,7 millions d'euros à fin décembre 2015 contre -145,4 millions d'euros à fin mars 2015.

4.14. Trésorerie et financement

Les flux de trésorerie résultant des activités opérationnelles ressortent négatifs pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016 à hauteur de 16,7 millions d'euros. Ils se décomposent en un flux positif de 8 millions d'euros pour l'Electronique, compensé par des flux négatifs de -7,4 millions d'euros pour les autres activités et de -17,2 millions d'euros pour les activités abandonnées. La comparaison avec l'exercice précédent n'est pas pertinente, les règlements reçus au titre de la livraison de la centrale solaire de Touwsrivier ayant généré des flux positifs très élevés.

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement s'établissent à 26,3 millions d'euros en 2015-2016, contre -23,6 millions d'euros en 2014-2015.

- Les flux des activités poursuivies ressortent à -5,9 millions d'euros en 2015-2016 contre -7,2 millions d'euros en 2014-2015. Cette évolution reflète une diminution des acquisitions d'immobilisations pour 1 million d'euros par rapport à l'exercice précédent. Par ailleurs, les produits de cession d'actifs ont été plus élevés de 5,4 millions d'euros au cours de l'exercice précédent principalement du fait de la vente du fonds de commerce de la filiale Soitec Specialty Electronics. Inversement, les investissements financiers ont baissé de 3,2 millions d'euros. Pour l'exercice précédent, ils concernaient principalement la filiale mise en équivalence CPV Power Plant n°1 (Touwsrivier).
- Les flux des activités abandonnées s'établissent à 32 millions d'euros et concernent principalement des encaissements liés à la cession du bâtiment de San Diego (26,7 millions d'euros) et des équipements à San Diego et Fribourg (3,1 millions d'euros), ainsi que deux centrales solaires européennes (2 millions d'euros).

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été positifs (+ 19,4 millions d'euros). Ce montant se répartit entre :

- Les activités poursuivies à hauteur de +36,6 millions d'euros, dont les principaux éléments sont le nouvel emprunt de 54 millions d'euros et la signature d'un nouveau contrat de location de financement de 11 millions d'euros.
- Les activités abandonnées à hauteur de -17,1 millions d'euros, concernant principalement le remboursement de la dette refinançant le bâtiment de San Diego (cédé au cours de la période) pour 16,2 millions d'euros.

Au total, la trésorerie du Groupe a augmenté de 29 millions d'euros au cours des neuf premiers mois 2015-2016 pour atteindre 51,7 millions d'euros.

4.15. Objectifs de la politique de gestion de trésorerie

La politique de gestion de la trésorerie mise en place par le Groupe vise à minimiser le risque de change transactionnel en réduisant au minimum la position en dollars, via des ventes à terme ou des opérations sur le comptant. Le reste de la trésorerie est investi sur des placements monétaires à faible risque.

5. Informations sur les tendances

La Société se fixe pour objectif de d'atteindre un résultat opérationnel courant de l'activité Electronique en progression sur le second semestre, par rapport au premier semestre.

Concernant l'exercice 2016-2017, la croissance de la demande sur les produits pour les applications de la radio-fréquence (RF) et d'électronique de puissance devrait être robuste et compenser l'impact de l'arrivée en fin de cycle de vie des produits PD SOI. Si tel était effectivement le cas, la Société se fixerait pour objectif d'atteindre à taux de change constants une croissance à un chiffre du chiffre d'affaires de l'activité Electronique par rapport à l'exercice 2015-2016, et un taux de marge d'EBITDA de l'activité Electronique du même ordre que celui de l'exercice 2015-2016.

La Société poursuit la mise en œuvre d'un projet de renforcement de ses fonds propres par le biais d'augmentations de capital en vue d'assurer la continuité de l'exploitation et la restructuration de la dette financière, comme précisé dans la note aux états financiers 7.2.4 en page 31 du présent document.

6. Informations financières

6.1. Comptes consolidés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016

6.1.1. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	2015-2016 *	2014-2015 *
Ventes	6.1.6	171 675	115 446
Coût des ventes	-	(129 248)	(104 747)
Marge brute	6.1.6	42 427	10 699
Frais commerciaux et de marketing	6.1.6	(6 660)	(5 904)
Frais de recherche et développement	7.4.2	(13 771)	(24 213)
Frais de lancement de projets de centrales solaires	6.1.6	-	-
Frais généraux et administratifs	6.1.6	(13 563)	(15 503)
Résultat opérationnel courant	6.1.6	8 432	(34 921)
Autres produits opérationnels	7.4.4	1 065	2 343
Autres charges opérationnelles	7.4.4	(29 233)	(3 783)
Résultat opérationnel	-	(19 736)	(36 362)
Produits financiers	-	2 325	1 996
Charges financières	-	(23,230)	(10 287)
Résultat financier	-	(20 905)	(8 291)
Résultat avant impôt	-	(40 641)	(44 653)
Impôt	7.4.5	(1 986)	(8)
Quote-part du résultat mis en équivalence	-	(207)	(2 583)
Résultat après impôt des activités poursuivies	-	(42 834)	(47 244)
Résultat net des activités abandonnées	7.4.7	(26 256)	(67 983)
Résultat net de l'ensemble consolidé	-	(69 091)	(115 227)
Intérêts non contrôlés	-	-	-
Résultat net (part du groupe)	-	(69 091)	(115 227)
Résultat net de base par action en euros	-	(0,30)	(0,51)
<i>Dont activités poursuivies</i>	-	(0,18)	(0,20)
<i>Dont activités abandonnées</i>	-	(0,11)	(0,30)
Résultat global net dilué par action en euros	-	(0,30)	(0,51)
<i>Dont activités poursuivies</i>	-	(0,18)	(0,20)
<i>Dont activités abandonnées</i>	-	(0,11)	(0,30)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le compte de résultat consolidé a été retraité des activités du segment Energie Solaire.

* La norme IFRIC 21 sur les taxes a été appliquée de façon rétrospective au 1^{er} avril 2015. En conséquence, les données comparatives pour l'exercice 2014-2015 ont été retraitées d'un produit de 795 milliers d'euros, répartis entre le coût des ventes à hauteur de 660 milliers d'euros et les frais de recherche et développement à hauteur de 135 milliers d'euros.

6.1.2. Résultat global

(en milliers d'euros)	Notes	2015-2016 *	2014-2015 *
Résultat net de l'ensemble consolidé	6.1.4	(69 091)	(115 227)
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat :			
Ecart de change sur conversion des entités étrangères	6.1.4	18 851	4 615
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat :			
Ecart actuariel sur engagement de retraite et assimilé	6.1.4		
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	6.1.4	18 851	4 615
Résultat global de la période	6.1.4	(50 240)	(110 612)
Intérêts non contrôlés	6.1.4		
Résultat global net (part du Groupe)	6.1.1	(50 240)	(110 612)

* La norme IFRIC 21 sur les taxes a été appliquée de façon rétrospective au 1^{er} avril 2015. En conséquence, les données comparatives du 31 décembre 2014 ont été retraitées. Le résultat net de l'ensemble consolidé étant impacté favorablement de 795 milliers d'euros, le résultat global varie du même montant.

6.1.3. Bilan

Actif (en milliers d'euros)	Notes	2015-2016	31 mars 2015
Actifs non courants :			
Goodwill et immobilisations incorporelles	7.3.1	4 323	8 842
Projets de développements capitalisés	7.3.1	1 944	2 226
Immobilisations corporelles	7.3.2	123 930	156 736
Projets de centrales solaires	7.3.2	-	1 600
Actifs d'impôts différés	7.4.5	-	-
Titres mis en équivalence	-	-	-
Actifs financiers non courants	-	9 417	5 739
Autres actifs non courants	-	22 225	28 961
Total des actifs non courants	-	161 839	204 104
Actifs courants :			
Stocks	7.3.3	36 484	33 073
Clients et comptes rattachés	7.3.4	36 455	43 812
Autres actifs courants	-	20 221	18 894
Actifs financiers courants	-	1 330	1 311
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.4.4	51 757	22 911
Total des actifs courants	-	146 247	120 001
Actifs destinés à être cédés	7.3.6	21 827	69 435
Actifs des activités abandonnées	7.3.6	6 259	-
Total de l'actif	-	336 172	393 540
Capitaux propres et passifs (en milliers d'euros)			
	Notes	2015-2016	31 mars 2015
Capitaux propres :			
Capital social	6.1.4	23 132	23 119
Primes liées au capital	6.1.4	781 382	782 058
Actions propres	6.1.4	(475)	(475)
Réserves et report à nouveau	6.1.4	(813 239)	(737 473)
Autres réserves	6.1.4	8 389	(17 270)
Capitaux propres (part du Groupe)	6.1.4	(811)	49 958
Intérêts non contrôlés	6.1.4	-	-
Total des capitaux propres de l'ensemble consolidé	6.1.4	(811)	49 958
Passifs non courants :			
Dettes financières à long terme	7.3.9	156 507	123 552
Passifs d'impôts différés	7.4.5	-	-
Provisions et autres passifs non courants**	7.3.10	14 920	17 543
Total des passifs non courants	-	171 427	141 095
Passifs courants :			
Dettes financières à court terme	7.3.9	60 980	49 455
Fournisseurs	-	36 402	52 279
Provisions et autres passifs courants**	-	40 820	83 902
Total des passifs courants	-	138 202	185 635
Passifs destinés à être cédés	7.3.6	-	16 852
Passifs des activités abandonnées	7.3.6	27 354	-
Total des capitaux propres et du passif	-	336 172	393 540

* La norme IFRIC 21 sur les taxes a été appliquée de façon rétrospective au 1^{er} avril 2015. En conséquence, les données comparatives du 31 mars 2015 ont été retraitées. Les capitaux propres sont impactés de 1 036 milliers d'euros et la contrepartie est une réduction de la dette fiscale, enregistrée en provisions et autres passifs courants.

** Les provisions pour restructurations sont analysées au paragraphe 7.3.11.

6.1.4. Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission du capital	Actions propres	Réserves et report à nouveau	Autres réserves	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
31 mars 2014	172 580 795	17 258	704 158	(478)	(503 453)	3 077	220 562	-	220 562
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat :									
Ecart de change sur conversion des entités étrangères	-	-	-	-	11 145	(6 530)	4 615	-	4 615
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat :									
Ecart actuariel sur engagement de retraite et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des produits et charges de la période reconnus directement en capitaux propres	-	-	-	-	11 145	(6 530)	4 615	-	4 615
Résultat de la période – Activités poursuivies	-	-	-	-	(44 661)	-	(44 661)	-	(44 661)
Résultat de la période – Activités abandonnées	-	-	-	-	(70 566)	-	(70 566)	-	(70 566)
Résultat global de la période	-	-	-	-	(115 227)	(6 530)	(110 612)	-	(110 612)
Capital et primes d'émission du capital									
Exercices de stock-options et/ou attribution définitive d'actions gratuites	561 695	56	-	-	(56)	-	-	-	-
Opération sur capital	51 942 942	5 194	77 915	-	-	-	83 110	-	83 110
Frais d'augmentation de capital nets	-	-	(3 658)	-	-	-	(3 658)	-	(3 658)
Autres éléments									
Opération sur titres auto-détenus	-	-	-	3	-	-	3	-	3
Paiements fondés sur les actions	-	-	-	-	273	-	273	-	273
Autres éléments	-	-	-	-	(107)	-	-107	-	-107
31 décembre 2014*	225 085 432	22 509	778 416	(475)	(607 425)	(3 453)	189 571	-	189 571
Impact IFRIC 21	-	-	-	-	(115)	-	(115)	-	(115)
31 décembre 2014*	225 085 432	22 509	778 416	(475)	(607 540)	(3 453)	189 456	-	189 456

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 «activités abandonnées», le résultat du 31 décembre 2014 a été réparti entre les activités poursuivies et les activités abandonnées.

* La norme IFRIC 21 sur les taxes a été appliquée de façon rétrospective au 1er avril 2015. En conséquence, les données comparatives du 31 décembre 2014 ont été retraitées. L'impact en capitaux propres s'établit à 680 milliers d'euros, composés d'une part résultat de 795 milliers d'euros et d'une part réserves pour - 115 milliers d'euros. La part résultat est incluse dans le résultat de la période pour les activités poursuivies.

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission du capital	Actions propres	Réserves et report à nouveau	Autres réserves	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
31 mars 2015	231 188 426	23 119	782 058	(475)	(737 473)	(17 270)	49 958	-	49 958
Eléments du résultat global recyclables au compte de résultat :									
Ecart de change sur conversion des entités étrangères	-	-	-	-	(4 107)	(1 350)	(5 457)	-	(5 457)
Ecart de change sur conversion des entités étrangères – recyclé au compte de résultat	-	-	-	-	(18 609)	42 917	24 308	-	24 308
Eléments du résultat global non recyclables au compte de résultat :									
Ecart actuariel sur engagement de retraite et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des produits et charges de la période reconnus directement en capitaux propres	-	-	-	-	(22 716)	41 567	18 851	-	18 851
Résultat de la période – Activités poursuivies	-	-	-	-	(42 835)	-	(42 835)	-	(42 835)
Résultat de la période – Activités abandonnées	-	-	-	-	(26 256)	-	(26 256)	-	(26 256)
Résultat global de la période	-	-	-	-	(91 807)	41 567	(50 240)	-	(50 240)
Capital et primes d'émission du capital									
Exercices de stock-options et/ou attribution définitive d'actions gratuites	135 758	14	-	-	(14)	-	-	-	-
Opérations ABSAARS	-	-	(675)	-	-	-	(675)	-	(675)
Opération sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'augmentation de capital nets	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-	(1)
Variations de périmètres									
TUP de Soitec Specialty Electronics à Soitec France	-	-	-	-	15 930	(15 930)	-	-	-
Autres éléments									
Paiements fondés sur les actions	-	-	-	-	(254)	-	(254)	-	(254)
Autres	-	-	-	-	-	402	402	-	402
31 décembre 2015	231 324 184	23 132	781 382	(475)	(813 239)	8 389	(811)	-	(811)

6.1.5. Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Notes	2015-2016*	2014-2015*
Résultat net des activités poursuivies	6.1.1	(42 834)	(47 244)
Résultat net des activités abandonnées	6.1.1-7.4.7	(26256)	(67 983)
Résultat net de l'ensemble consolidé	6.1.1	(69 091)	(115 227)
Elimination des éléments non monétaires :			
Quote-part de résultat mis en équivalence	6.1.1	207	2 583
(Reprise) / Dépréciation pour perte de valeur de titres mis en équivalence	-	-	-
Dotations aux amortissements	7.4.3	20665	25 835
Dépréciations pour perte de valeur sur immobilisations et amortissements accélérés	7.3.1 - 7.3.2	20 283	572
Dotations aux provisions nettes	-	(1354)	(377)
Dotations aux provisions pour retraite	-	396	317
Résultat sur cessions d'actifs	-	(28)	(3 297)
Variation des impôts	7.4.5	1986	8
Résultat financier	-	20904	8 296
Paievements fondés sur les actions	7.3.8	(254)	28
Impact IFRIC 21 (compris dans le résultat opérationnel)	-	-	(795)
Éléments non monétaires liées aux activités abandonnées	-	(11747)	30 169
Total des éléments non monétaires	-	51 057	63 340
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>62 804</i>	<i>33 170</i>
EBITDA	-	(18033)	(51 887)
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>19970</i>	<i>(14 073)</i>
Augmentation (diminution) de trésorerie sur :			
Stocks	-	(8 973)	(8 599)
Clients et comptes rattachés	-	(2 061)	13 798
Autres créances	-	(1 395)	6 367
Fournisseurs et comptes rattachés	-	(10 641)	3 631
Autres dettes	-	3 694	7 975
Variation du BFR des activités abandonnées	-	20 707	36 852
Variation du BFR	-	1 331	60 025
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>(19 376)</i>	<i>23 173</i>
Flux de trésorerie générés par l'activité	-	(16 702)	8 138
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>594</i>	<i>9 100</i>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-	(473)	(369)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-	(4 934)	(5 903)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	312	5 706
Acquisitions et cessions d'actifs financiers (1)	-	(827)	(4 115)
Apports en capital dans une société mise en équivalence	-	-	(2 521)
Flux d'investissement et désinvestissement des activités abandonnées (2)	-	32 222	(16 465)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-	26 301	(23 667)
<i>Dont activités poursuivies</i>	<i>-</i>	<i>(5 921)</i>	<i>(7 202)</i>
Sommes reçues des actionnaires : augmentation de capital et exercice de stock-options (3)	-	474	79 450
ABSAAR	-	(675)	-
Emission d'emprunts (4)	7.3.10	65 427	11 000

Tirages de lignes de crédit	7.3.10	173	7 200
Remboursement d'emprunts (y compris contrat de location financement) (5)	7.3.10	(23 687)	(99 936)
Intérêts financiers reçus	-	95	4 255
Intérêts financiers versés	-	(5 232)	(10 059)
Flux de financement des activités abandonnées (6)	-	(17 183)	3 504
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-	19 393	(4 586)
<i>Dont activités poursuivies</i>	-	<i>36 576</i>	<i>(8 090)</i>
Effet de la variation des cours des devises	-	(146)	3 800
Variation de la trésorerie nette	-	28 846	(16 315)
<i>Dont activités poursuivies</i>	-		
Trésorerie à l'ouverture	-	22 911	44 728
Trésorerie à la clôture	-	51 757	28 413

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 «activités abandonnées», le tableau de flux de trésorerie a été retraité des activités du segment Energie Solaire classées en activités abandonnées (voir note 7.1).

* La norme IFRIC 21 sur les taxes a été appliquée de façon rétrospective au 1er avril 2015. En conséquence, les données comparatives du 31 décembre 2014 ont été retraitées. L'impact en résultat à 795 milliers d'euros, inclus dans le résultat net des activités poursuivies, avec une contrepartie dans les éléments non monétaires sur la ligne « Impact IFRIC 21 ».

(1) Les acquisitions et cessions d'actifs financiers sont principalement composés de :

- Acquisition de titres de participation non consolidés dans les entités Exagan (600 milliers d'euros) et Technocom (325 milliers d'euros) lors des neuf premiers mois 2015-2016.
- Liquidités soumises à restriction pour 134 milliers d'euros au 31 décembre 2015. Au cours du premier semestre de l'exercice 2014-2015, le Groupe avait déposé sur un compte bloqué un montant de 7 159 milliers d'euros au titre de garantie de performance dans le cadre du projet de Touwsrivier.
- Dépôts de garantie : dans le cadre de la construction de la centrale solaire de Touwsrivier, le Groupe avait versé un dépôt de garantie de 11 850 milliers d'euros au cours du premier semestre 2013-2014. Au cours des neuf premiers mois 2014-2015, ce dépôt a été partiellement remboursé, à hauteur de 1 300 milliers d'euros. En décembre 2015, ce dépôt a été remboursé pour 2 000 milliers d'euros supplémentaires.

(2) Les flux d'investissements liés aux activités abandonnées correspondent principalement aux éléments suivants :

- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016 : 26 686 milliers d'euros ont été encaissés au titre de la cession du bâtiment industriel de San Diego, 1 895 milliers d'euros ont été encaissés sur la vente d'équipements de production de San Diego et 1 334 milliers d'euros sur la vente d'équipements du site de Freiburg ; 2 212 milliers d'euros au titre de la vente des centrales solaires de Rians (France) et de Poggio Santa Lucia (Italie) ; 47 milliers d'euros sur la cession de la centrale solaire de Thémis (France).
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014-2015 : coût d'acquisition de la co-entreprise avec Reflexite (5 727 milliers d'euros), apports en capital souscrits par le Groupe dans des sociétés mises en équivalence (prise de participation complémentaire dans la société CPV Power Plant n° 1 pour 2 247 milliers d'euros).

(3) Au 31 décembre 2015, le montant de 474 milliers d'euros concerne le décaissement de frais relatif à l'augmentation de capital du 10 mars 2015. Au cours de l'exercice précédent, l'augmentation de capital du 22 juillet 2014 avait généré un montant de 79 880 milliers d'euros, net de 3 229 milliers d'euros de frais d'émission.

(4) Les émissions d'emprunts concernent :

- Au 31 décembre 2015, l'émission d'un nouvel emprunt de 53 880 milliers d'euros dans le cadre du protocole de conciliation homologué par le Tribunal de Commerce de Grenoble le 5 mai 2015, la signature d'un nouveau contrat de location financement pour un montant de 11 000 milliers d'euros et la mise en place de financement à court terme pour 547 milliers d'euros.
- Au 31 décembre 2014, le tirage d'une nouvelle ligne de crédit pour 7 200 milliers d'euros et la signature d'un contrat de location financement pour un montant de 11 000 milliers d'euros.

(5) Les remboursements d'emprunts incluent :

- Au 31 décembre 2015, le remboursement du nouvel emprunt à hauteur de 11 903 milliers d'euros, de lignes de crédit pour 4 887 milliers d'euros, de dettes de contrats de location financement pour 4 800 milliers d'euros et de financement à court terme pour 2 096 milliers d'euros.
- Au 31 décembre 2014, le remboursement du solde de l'emprunt obligataire Océanes 2014 pour 83 000 milliers d'euros, le remboursement de lignes de crédit pour 12 297 milliers d'euros et le remboursement du solde de la dette de crédit-bail pour 5 117

milliers d'euros.

(6) Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées comprennent principalement :

- Au 31 décembre 2015, le remboursement de la dette liée au bâtiment de San Diego (vendu au cours du premier semestre) pour 16 281 milliers d'euros et le remboursement de la dette liée à l'acquisition des parts détenues par Reflexite pour 1 126 milliers d'euros.
- Au 31 décembre 2014, le financement de l'acquisition des parts détenues par Reflexite dans la co-entreprise Reflexite Soitec Optical Technology, pour un montant de 4 889 milliers d'euros.

6.1.6. Information sectorielle

Le Groupe opère sur trois secteurs d'activité :

- La production et la commercialisation de substrats et de composants destinés à l'industrie microélectronique (Segment Electronique) ;
- La mise au point des matériaux destinés à la fabrication de diodes électroluminescentes et la vente d'équipements (Segment autres activités) ; malgré la cession de la filiale Altatech au cours de l'exercice 2015-2016, les actifs de l'UGT n'ont pas été classés en actifs destinés à être cédés en raison de leur poids relatif peu significatif dans le bilan consolidé du Groupe.
- La production et la commercialisation de modules photovoltaïques à concentration, la réalisation, la conception et la construction de projets photovoltaïques clés en main et l'exploitation d'installations photovoltaïques (segment Energie Solaire). L'UGT fait de l'incertitude portant sur le délai de réalisation de la cession des actifs financiers liés à la centrale sud-africaine de Touwsrivier, Soitec avait décidé de ne pas maintenir leur classement en actifs destinés à la vente lors de la clôture au 30 septembre 2015. Comme indiqué dans le paragraphe 4 en page 5 du présent document, deux de ces actifs ont à nouveau été classés en actifs destinés à la vente dans les comptes au 31 décembre 2015. Tous les autres éléments de ce segment sont désormais classés en activités abandonnées.

L'EBITDA présenté dans le tableau de l'analyse sectorielle représente la perte opérationnelle (EBIT) avant dépréciations, amortissements, éléments non monétaires liés aux paiements fondés sur les actions et aux variations des provisions sur les éléments de l'actif courant et des provisions pour risques et charges. Cet indicateur est une mesure quantitative non IFRS utilisée pour mesurer la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles. Le Groupe pense que la présentation de cet indicateur est utile aux investisseurs et aux autres parties prenantes impliquées dans l'évaluation d'entreprises industrielles. L'EBITDA n'est pas défini par une norme IFRS et ne doit pas être considéré comme une alternative à tout autre indicateur financier.

L'information sectorielle se présente comme suit :

- Répartition du résultat

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015*			Total
	Electronique	Autres activités	Energie solaire	
Ventes	167 762	3 913		171 675
Marge brute	42 690	(263)		42 427
<i>Frais de recherche bruts</i>	<i>(31 238)</i>	<i>(3 874)</i>		<i>(35 112)</i>
<i>Ventes de prototypes et autres revenus</i>	<i>4 268</i>	<i>-</i>		<i>4 268</i>
<i>Subventions et avances remboursables</i>	<i>16 866</i>	<i>207</i>		<i>17 073</i>
Frais de recherche nets	(10 104)	(3 667)		(13 771)
Frais commerciaux	(4 000)	(2 660)		(6 660)
Frais généraux et administratifs	(12 893)	(670)		(13 563)
Frais de lancement de projets de centrales solaires				-
Résultat opérationnel courant	15 692	(7 259)		8 433
Résultat net des activités abandonnées			-	-
Autres produits opérationnels	-	1 065		1 065
Autres charges opérationnelles	(26 652)	(2 581)		(29 233)
Autres produits et charges opérationnelles	(26 652)	(1 516)	-	(28 168)
EBIT	(10 961)	(8 775)		(19 736)
<i>Amortissements</i>	<i>19 408</i>	<i>1 255</i>		<i>20 663</i>
<i>Dépréciation pour perte de valeur sur immobilisations et amortissements accélérés</i>	<i>20 462</i>	<i>(180)</i>		<i>20 282</i>
<i>Paiements fondés sur les actions (Reprise) / Dépréciation pour perte de valeur des titres mis en équivalence</i>	<i>(236)</i>	<i>(18)</i>		<i>(254)</i>
<i>Dotations aux provisions nettes</i>	<i>(1 749)</i>	<i>397</i>		<i>(1 352)</i>
<i>Dotations aux provisions retraite</i>	<i>396</i>	<i>-</i>		<i>396</i>
<i>Résultat sur cession d'actif</i>	<i>(27)</i>	<i>-</i>		<i>(27)</i>
Eléments non monétaires des activités abandonnées			(38 004)	(38 004)
EBITDA	27 292	(7 322)	(38 004)	(18 033)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le compte de résultat consolidé a été retraité des activités du segment Energie Solaire, présentées en activités abandonnées (voir note 7.1).

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014 *			Total
	Electronique	Autres activités	Energie solaire	
Ventes	111 876	3 570		115 446
Marge brute	10 084	615		10 699
Frais de recherche bruts	(32 261)	(5 773)		(38 034)
Ventes de prototypes et autres revenus	4 220	243		4 463
Subventions et avances remboursables	8 885	473		9 358
Frais de recherche nets	(19 156)	(5 057)		(24 213)
Frais commerciaux	(3 980)	(1 924)		(5 904)
Frais généraux et administratifs	(14 684)	(820)		(15 504)
Frais de lancement de projets de centrales solaires				-
Résultat opérationnel courant	(27 734)	(7 187)	(72 163)	(107 084)
Résultat opérationnel des activités abandonnées				-
Autres produits opérationnels	2 343	-		2 343
Autres charges opérationnelles	(3 783)	-		(3 783)
Autres produits et charges opérationnelles	(1 440)	-		(1 440)
EBIT	(29 174)	(7 187)	(72 163)	(108 524)
<i>Amortissements</i>	<i>24 608</i>	<i>1 229</i>		<i>25 837</i>
<i>Dépréciation pour perte de valeur sur immobilisations et amortissements accélérés</i>	<i>532</i>	<i>45</i>		<i>577</i>
<i>Paielements fondés sur les actions</i>	<i>26</i>	<i>2</i>		<i>28</i>
<i>(Reprise) / Dépréciation pour perte de valeur des titres mis en équivalence</i>				-
<i>Dotations aux provisions nettes</i>	<i>(480)</i>	<i>104</i>		<i>(376)</i>
<i>Dotations aux provisions retraite</i>	<i>317</i>	<i>-</i>		<i>317</i>
<i>Résultat sur cession d'actif</i>	<i>(3 325)</i>	<i>29</i>		<i>(3 296)</i>
<i>Impact IFRIC 21</i>	<i>(795)</i>	<i>-</i>		<i>(795)</i>
Eléments non monétaires des activités abandonnées			34 349	34 349
EBITDA	(8 294)	(5 779)	(37 814)	(51 887)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le compte de résultat consolidé a été retraité des activités du segment Energie Solaire, présentées en activités abandonnées (voir note 7.1).

* La norme IFRIC 21 sur les taxes a été appliquée de façon rétrospective au 1er avril 2015. En conséquence, les données comparatives du 31 décembre 2014 ont été retraitées. L'impact en résultat à 795 milliers d'euros, répartis entre le coût des ventes pour 660 milliers d'euros et les frais de recherche bruts pour 135 milliers d'euros.

• Répartition du bilan

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015			Total
	Electronique	Autres activités	Energie Solaire	
Immobilisations incorporelles nettes	6 267	-	-	6 267
<i>Dont goodwill</i>		-	-	
Immobilisations corporelles nettes	123 934	(3)	-	123 931
Actifs financiers non courants	6 361	-	3 057	9 418
Titres mis en équivalence	-	-	-	-
Actifs non courants (1)	136 562	(3)	3 057	139 616
Stocks	34 466	2 017	-	36 483
Clients et comptes rattachés	34 678	1 771	-	36 449
Actifs financiers courants	887	443	-	1 330
Autres actifs courants	19 624	596	-	20 220
Actifs courants (2)	89 655	4 827	-	94 482
Fournisseurs et comptes rattachés (5)	35 291	1 112	-	36 403
Autres dettes courantes et non courantes (6)	52 572	3 168	-	55 740
Passifs courants et non courants (3)	87 863	4 280	-	92 143
Actifs des activités abandonnées (a)			27 816	27 816
Passifs des activités abandonnées (b)			24 618	24 618
Actifs nets des activités abandonnées (4 = a - b)			3 198	3 198
Capitaux employés (1) + (2) - (3) + (4)	138 354	544	6 255	145 153

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 « activités abandonnées », le compte de résultat consolidé a été retraité des activités du segment Energie Solaire, présentées en activités abandonnées (voir note 7.1).

Les actifs financiers courants et non courants ont été inclus dans la répartition du bilan sectoriel au 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014.

Les actifs financiers non courants de 3 057 milliers d'euros sur le segment solaire concernent principalement un dépôt de garantie net lié à l'emprunt obligataire en Afrique du Sud pour 2 739 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014*			Total
	Electronique	Autres activités	Energie solaire	
Immobilisations incorporelles nettes	10 847	2 299	-	13 146
<i>Dont goodwill</i>				
Immobilisations corporelles nettes	174 422	2 398	-	176 820
Actifs financiers non courants	5 212	-	-	5 212
Titres mis en équivalence	-	-	7 131	7 131
Actifs non courants (1)	190 481	4 697	7 131	202 309
Stocks	28 084	3 878	-	31 962
Clients et comptes rattachés	17 169	614	11 337	29 120
Actifs financiers courants	7 832	450	17 785	26 067
Autres actifs courants	14 806	178	-	14 984
Actifs courants (2)	67 891	5 120	29 122	102 133
Fournisseurs et comptes rattachés (5)	34 539	1 837	-	36 376
Autres dettes courantes et non courantes (6)	59 308	5 309	-	64 617
Passifs courants et non courants (3)	93 847	7 146	-	100 993
Actifs destinés à être cédés et abandonnés (a)			139 132	139 132
Passifs destinés à être cédés et abandonnés (b)			17 635	17 635
Actifs nets destinés à être cédés et abandonnés (4 = a - b)			121 497	121 497
Capitaux employés (1) + (2) - (3) + (4)	164 525	2 671	157 750	324 946

Les titres mis en équivalence correspondent à la filiale CPV Power Plant n°1 (Touwsrivier), détenue à 20 % et sa filiale CPV Bond.

La créance commerciale de 11 337 milliers d'euros inscrite sur le segment Energie Solaire était liée à l'un des actionnaires de la centrale solaire de Touwsrivier et a été reclassée en actif destiné à la vente sur les comptes des neuf premiers mois 2015-2016.

* Les autres éléments du segment Energie Solaire ont été retraités du bilan du 31 décembre 2014 et dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5 «activités abandonnées»

* La norme IFRIC 21 sur les taxes a été appliquée de façon rétrospective au 1er avril 2015. En conséquence, les données comparatives du 31 décembre 2014 ont été retraitées. L'impact de 115 milliers d'euros en réserves a pour contrepartie une diminution de la dette fiscale, incluse sur la ligne «Autres dettes courantes et non courantes».

- Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par secteur et sous-secteur s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015*	31 décembre 2014*
<i>SOI 300mm</i>	35 602	28 333
<i>Small diameters</i>	128 047	78 706
<i>Specialty Electronics</i>		2 258
<i>Royalties</i>	4 113	2 578
Total Electronique	167 762	111 875
<i>Equipement</i>	2 603	1 955
<i>Eclairage</i>	1 310	1 616
Total autres activités	3 913	3 571
Chiffre d'affaires total	171 675	115 446

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, le chiffre d'affaires du segment Energie Solaire a été reclassé en «Résultat des activités abandonnées» (voir note 7.4.7).

7. Notes aux états financiers consolidés du 31 décembre 2015

7.1. Présentation de la Société et de l'activité

Soitec S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française et cotée à Euronext Paris, compartiment B. Soitec S.A. et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe ». Soitec S.A. est ci-après dénommée « la Société ».

Le Groupe opère sur trois secteurs d'activité :

- Le segment Electronique :

Ce segment inclut les activités historiques du Groupe dans le secteur du semi-conducteur, ainsi que les projets de recherche et développement relatifs aux matériaux III-V autrefois répartis entre les segments Energie Solaire et Eclairage, et le coût des fonctions support autrefois reporté séparément dans le secteur Corporate. Il exclut désormais l'activité de production et de vente d'équipements, hébergée dans la filiale Altatech, et qui est maintenant reportée dans le segment Autres activités.

Le segment comporte deux UGT : SOI 300mm et SOI 200mm.

- Le segment Autres activités :

UGT Eclairage : commercialisation de solutions lumineuses à base de diodes électroluminescentes(LEDs) pour les clients gérant des bâtiments à usage tertiaire, commercial et industriel.

UGT Equipement : activité de conception et de ventes d'équipements destinés principalement à l'industrie de semi-conducteurs. A la clôture au 31 décembre 2015, la Société menait des négociations en vue de la cession de sa filiale Altatech. Ce projet s'est conclu par une vente réalisée le 29 mars 2016. Un test de dépréciation a été réalisé sur la valeur des actifs nets, sur la base du prix de vente proposé par l'acquéreur. Les actifs et passifs de la filiale n'ont pas été classés comme « destinés à être cédés » dans les comptes au 31 décembre 2015 car les impacts sur le bilan consolidé du Groupe n'ont pas été jugés matériels.

- Le segment Energie Solaire :

Le segment Energie Solaire inclut des activités abandonnées et des actifs maintenus en activité poursuivies.

Depuis décembre 2009, date à laquelle le Groupe a pris le contrôle de la société Soitec Solar GmbH, le Groupe produisait et commercialisait des modules photovoltaïques à concentration et concevait, réalisait et construisait des installations de centrales solaires en vue de leur vente clé en main ou de leur exploitation. A la suite d'une décision du Conseil d'Administration qui a fait l'objet d'un communiqué de presse en janvier 2015, le Groupe a engagé sur la fin de l'exercice 2014-2015 d'importantes mesures de restructuration de l'activité Energie Solaire, ainsi que des actions visant à réaliser la valeur de certains actifs, dans le but de sortir à court terme de cette activité.

Activités poursuivies : actifs liés à la centrale solaire de Touwsrivier en Afrique du Sud

Du fait de l'incertitude portant sur le délai de réalisation de la cession de ces actifs, Soitec avait décidé à la clôture au 30 septembre 2015 de ne pas maintenir le classement retenu au 31 mars 2015 en actifs destinés à la vente. Cependant, une cession dans un horizon de douze mois étant désormais probable, deux de ces actifs sont à nouveau présentés en actifs destinés à la vente :

- Titres mis en équivalence dans l'entité CPV Power Plant n°1, détenue à 20 % et sa filiale CPV Bond, Créances financières vis-à-vis de l'un des actionnaires de la centrale solaire.

Le dépôt de garantie lié à l'emprunt obligataire, pour lequel la Société n'a pas à ce jour de projet de cession susceptible d'aboutir à court terme, a été maintenu en actif financier non courant.

Activités abandonnées

En août 2015, l'arrêt des négociations avec ConcenSolar a conduit le Groupe à cesser l'ensemble des activités de production et de recherche et développement à San Diego (Etats-Unis) et Freiburg (Allemagne) et à poursuivre la vente des actifs résiduels de son activité Energie Solaire. L'abandon était effectif à la clôture au 30 septembre 2015.

7.2. Règles et méthodes comptables

7.2.1. Principes de préparation des états financiers

- Base de préparation

Les états financiers consolidés sur les neuf premiers mois 2015-2016, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Ces états financiers consolidés ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2015.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2015 sont disponibles sur demande au siège social de la Société situé Parc Technologique des Fontaines à Bernin (38190), ou sur le site internet www.soitec.com.

- Méthodes comptables

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 décembre 2015 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2015 à l'exception des éléments ci-dessous et de la comptabilisation de l'impôt sur le résultat qui est provisionné dans les comptes intermédiaires sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel attendu pour la totalité de la période annuelle.

Le Groupe a adopté les normes, amendements aux normes et interprétations suivantes, adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1er avril 2015 :

- Amendement à IAS 19 relatif aux régimes à prestations définies : Contribution des membres du personnel
- Amélioration IFRS, cycle 2010-2012 ;
- Amélioration IFRS, cycle 2011-2013 ;
- IFRIC 21, Taxes.

Parmi ces nouveaux textes, seul IFRIC 21, Taxes a eu un impact sur les comptes 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est facultative au 31 décembre 2015 et notamment IFRS 9 et IFRS 15.

- L'impact résultant de l'adoption de ces normes, amendements et interprétations que le Groupe n'a pas adopté par anticipation est en cours d'évaluation. Jugements et estimations significatifs

La préparation des états financiers requiert de la part de la Direction du Groupe, des estimations et hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies dans certaines notes de l'annexe à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Les jugements, les estimations et les hypothèses sont élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 décembre 2015 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2015 à l'exception de la comptabilisation de l'impôt sur le résultat qui est provisionné dans les comptes intermédiaires sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel attendu pour la totalité de la période annuelle.

7.2.2. Événements de la période

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016, le Groupe a poursuivi sa stratégie de recentrage des activités de Soitec sur son cœur de métier Electronique et ses actions de restructuration visant à réaliser la valeur de certains actifs de la division Energie Solaire et à sortir de cette activité à court terme.

En août 2015, l'arrêt des négociations avec ConcenSolar a conduit le Groupe à cesser l'ensemble des activités de production et de recherche et développement à San Diego (Etats-Unis) et Freiburg (Allemagne) et à poursuivre la vente des actifs résiduels de son activité Energie Solaire. L'abandon était effectif à la clôture semestrielle. De ce fait, en application d'IFRS 5, le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne séparée du compte de résultat.

La Société a renforcé sa trésorerie disponible dans le cadre d'une procédure de conciliation qui s'est traduite notamment par l'octroi de

prêts à hauteur de 54 millions d'euros en mai 2015. Le désengagement des activités solaires se poursuit donc conformément au plan initialement arrêté.

Au cours de la période, le Groupe a cédé quatre centrales solaires et le bâtiment industriel de San Diego. Soitec a également remboursé l'emprunt de 18 millions de dollars lié au refinancement du bâtiment. Ces éléments étaient classés en actifs et passifs destinés à être cédés au 31 mars 2015.

Le groupe a cédé la société Soitec Phoenix Labs située aux Etats-Unis, l'opération a généré une sortie de trésorerie d'un montant de 1,4 million de dollars (remboursement du compte courant) et un produit non opérationnel de 1,6 million de dollars.

7.2.3. Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2015, toutes les participations détenues par le Groupe sont placées sous le contrôle de la société mère et sont donc consolidées par la méthode de l'intégration globale, à l'exception des sociétés CPV Power Plant N°1 Ltd (« Touwsrivier ») et CPV Power Plant N°1 Bond SPV (RF) Ltd, détenues à 20 % et mises en équivalence :

Entités	Date d'entrée dans le périmètre	Pourcentage de contrôle d'intérêt	Pays	Monnaies fonctionnelles
Soitec USA Inc.	1997	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Japan Inc.	Juin 2004	100,00 %	Japon	Yen japonais
Soitec Microelectronics Singapore Pte LTD	Juin 2006	100,00 %	Singapour	Dollar américain
Soitec Korea	Juillet 2011	100,00 %	Corée du Sud	Dollar américain
Altatech Semiconductor S.A.S	Janvier 2012	100,00 %	France	Euro
Soitec Corporate Services	Juillet 2012	100,00 %	France	Euro
Soitec Trading Shanghai	Novembre 2013	100,00 %	Chine	Yuan
Entités du périmètre des activités abandonnées (anciennement de la division Energie Solaire) :				
CPV Power Plant n° 1 Bond SPV (Rf) Ltd	Octobre 2009	20,00 %	Afrique du Sud	Rand sud-africain
Soitec Solar GmbH	Décembre 2009	100,00 %	Allemagne	Euro
Soitec Solar Inc.	Décembre 2009	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar Industries LLC	Décembre 2009	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar Italia S.R.L	Août 2010	100,00 %	Italie	Euro
Soitec Solar Development LLC	Septembre 2010	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Soitec Solar RSA LTD	Avril 2011	100,00 %	Afrique du Sud	Rand sud-africain
Soitec Solar France	Octobre 2011	100,00 %	France	Euro
CPV Power Plant n°1 Ltd (Touwsrivier)	Octobre 2009	20,00 %	Afrique du Sud	Rand sud-africain
Soitec Solar Chile	Juillet 2013	100,00 %	Chili	Pesos chilien
Soitec Solar USA Real Estate LLC	Janvier 2014	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
CPV N° 1 Equity SPV Pty LTD	Février 2014	100,00 %	Afrique du Sud	Rand sud-africain

Dans le cadre de son activité Energie Solaire, le Groupe peut être amené à créer des structures juridiques dédiées pour héberger les permis, autorisations administratives, coûts et revenus liés à un projet de ferme solaire. En règle générale, ces structures juridiques sont destinées à être cédées à des investisseurs quand les projets sont suffisamment avancés.

Les entités créées et placées sous le contrôle exclusif du Groupe et consolidées par intégration globale sont les suivantes :

Entités	Date d'entrée dans le périmètre	Pourcentage de contrôle d'intérêt	Pays	Monnaies fonctionnelles
Newberry Solar 1 LLC	Septembre 2010	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
CPV Power plant n° 2 LTD	Septembre 2010	100,00 %	Afrique du Sud	Rand sud-africain
LanEast Solar Farm LLC	Février 2011	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
LanWest Solar Farm LLC	Février 2011	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Rugged Solar LLC	Avril 2011	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Tierra del Sol Solar Farm LLC	Avril 2011	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
CX Minervino S.R.L	Octobre 2011	100,00 %	Italie	Euro
Sorrel Solar Farm LLC	Février 2012	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Black Mountain CPV PP n° 3 (anciennement K2011137452 LTD)	Mars 2012	100,00 %	Afrique du Sud	Rand sud-africain

Entités	Date d'entrée dans le périmètre	Pourcentage de contrôle d'intérêt	Pays	Monnaies fonctionnelles
Schmidtsdrift CPV PP n° 4 (anciennement Itakane Trading 339 (Pty) Ltd)	Mars 2012	100,00 %	Afrique du Sud	Rand sud-africain
Tierra del Sol II Solar Farm LLC	Mai 2012	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain
Los Robles Solar Power Plant LLC	Mai 2012	100,00 %	Etats-Unis	Dollar américain

Les entités précédemment intégrées globalement et sorties du périmètre de consolidation au cours de l'exercice sont les suivantes :

Entités	Variation de périmètre
Soitec Specialty Electronics S.A.S	Transmission universelle de patrimoine (TUP) à Soitec France
Alicoop Poggio Santa Lucia S.R.L	Vente
CPV Rians	Vente
Alicoop Monte Bellone S.R.L	Vente
Soitec Phoenix Labs Inc.	Vente
CPV Thémis	Vente

7.2.4. Continuité d'exploitation

Le Groupe a réalisé une perte nette de 69 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016 et présente des capitaux propres réduits à 0,8 million d'euros.

La trésorerie utilisée par l'exploitation, hors variation du besoin en fonds de roulement, a représenté -18 millions d'euros au cours de la période. Ce montant se répartit entre les activités poursuivies (+ 20 millions d'euros) et les activités abandonnées (-38 millions d'euros).

Au 31 décembre 2015, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'établissait à 51,7 millions d'euros, contre 22,9 millions au 31 mars 2015.

En vue de sécuriser la continuité d'exploitation, le Groupe poursuit son recentrage sur son secteur d'activité historique.

Des prévisions de trésorerie ont été construites sur la base de ce scénario d'activité et des sources de financement que peuvent constituer la vente de certains actifs non stratégiques. Compte-tenu de l'échéance de remboursement des financements octroyés par Shin Estu Handotai, Bpifrance Participations et CEA Investissements pour un montant total au 31 décembre 2015 de 44 millions d'euros à échéance mai 2016, et de ses besoins d'investissements en capacité dans les douze prochains mois, des financements complémentaires sont nécessaires dès le premier trimestre de l'exercice fiscal 2017. Soitec travaille sur un projet de renforcement de ses fonds propres et de refinancement des dettes financières, incluant une augmentation de capital réservée d'un montant brut de 76,5 millions d'euros et une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant brut compris entre 53,5 et 103,5 millions d'euros, le montant définitif étant fixé en fonction des besoins de financement à l'issue d'un éventuel rachat de tout ou partie des OCEANES arrivant à échéance en septembre 2018. La Société considère, sur la base de ces prévisions et sous réserve du succès des opérations de refinancement, être en mesure de faire face à ses engagements à venir. Le projet d'augmentation de capital a été soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 11 avril mais l'augmentation de capital réservée n'a pas pu être approuvée faute de quorum. Elle sera à nouveau présentée à l'Assemblée Générale le 29 avril.

Les comptes consolidés ont donc été arrêtés sur la base du principe de continuité d'exploitation pour les douze prochains mois.

7.3. Notes sur le bilan

Test de dépréciation des actifs non courants

- Comme indiqué dans le paragraphe 7.2.1 ci-dessus, le Groupe a poursuivi un projet de cession de sa filiale Altatech qui s'est conclu par la réalisation d'une vente le 29 mars 2016. Pour la clôture des comptes au 31 décembre 2015, sur la base du prix de cession, une charge a été comptabilisée sur les actifs incorporels et corporels pour un montant de 2 millions d'euros. Un complément de provision a été également comptabilisé pour 0,2 million d'euros en provisions courantes.
- Le bâtiment industriel de Singapour a été construit en vue d'accroître la capacité de production de plaques de 300mm. En raison de la baisse de la demande, la production de plaques de 300mm a été concentrée sur le site de Bernin en septembre 2013 et la salle blanche de Singapour a été mise en sommeil. En décembre 2014, pour faire face à ses besoins de trésorerie, la Société avait envisagé la vente du bâtiment et mandaté un intermédiaire en vue d'identifier des acquéreurs. Au cours de l'année écoulée, le Groupe n'a reçu aucune offre ferme, ce qui l'a conduit à identifier un indice de perte de valeur et à réaliser un test de dépréciation pour la clôture au 31 décembre 2015. Conformément à la norme IAS 36, la Société a fait actualiser l'évaluation de la valeur de marché de l'actif, et a parallèlement déterminé sa valeur d'utilité sur la base de son plan d'affaires qui confirme le besoin à moyen terme d'une extension de capacité pour la production de plaques de 300mm. Le test a amené le Groupe à constater une dépréciation pour perte de valeur d'un montant de 20,1 millions d'euros dans les comptes au 31 décembre 2015.

7.3.1. Immobilisations incorporelles

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016, le détail des variations des valeurs nettes par catégorie d'immobilisations est le suivant :

(en milliers d'euros)	Goodwill	Projets de développement capitalisés	Concessions, brevets et autres droits	Logiciels	Projets de centrales solaires	Immobilisations en cours	Total
31 mars 2015	-	2 226	3 745	4 552	-	545	11 068
Mises en service (valeur brute)	-	-	-	592	-	(592)	-
Acquisitions (valeur brute)	-	-	-	-	-	473	473
Variation du périmètre (valeur nette)	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion (valeur nette)	-	-	-	(2)	-	-	(2)
Amortissements (dotations de la période)	-	(282)	(818)	(2 443)	-	-	(3 543)
Dépréciation pour perte de valeur et amortissements accélérés**	-	-	(1 728)	-	-	-	(1 728)
Cessions ou mises au rebut (valeur nette)	-	-	-	-	-	-	-
Actifs destinés à être cédés (valeur nette)	-	-	-	-	-	-	-
31 décembre 2015	-	1 944	1 199	2 700	-	426	6 267

7.3.2. Immobilisations corporelles

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015-2016, le détail des variations des valeurs nettes par catégorie d'immobilisations est le suivant :

(en milliers d'euros)	Constructions	Matériels et outillages	Centrales solaires	Autres	Immobilisations en cours	Total
31 mars 2015 - publié	116 153	36 160	1 600	1 189	3 232	158 336
Activités abandonnées*	-	-	(1 600)	-	-	(1 600)
31 mars 2015 - retraité	116 153	36 160	-	1 189	3 232	156 736
Mises en service (valeur brute)	135	3 603	-	198	(3 936)	-
Reclassement entre catégories d'immobilisations	(203)	203	-	-	-	-
Acquisitions (valeur brute)	-	-	-	-	5 722	5 722
Variation du périmètre (valeur nette)	-	(1 441)	-	(51)	-	(1 492)
Ecart de conversion (valeur nette)	(1 088)	20	-	1	-	(1 067)
Amortissements (dotations de la période)	(8 804)	(7 769)	-	(548)	-	(17 121)
Dépréciation pour perte de valeur et amortissements accélérés**	(20 166)	(539)	-	(21)	(3)	(20 729)
Cessions ou mises au rebut (valeur nette)	-	1 875	-	5	-	1 880
Actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-
31 décembre 2015	86 027	32 112	0	773	5 015	123 930

* Au 31 décembre 2015, les actifs du segment Energie Solaire sont classés en activités abandonnées conformément à IFRS 5. Pour permettre la comparaison, le montant de ces actifs reclassés en activités abandonnées s'élevait à 1 600 milliers d'euros au 31 mars 2015.

** Ces montants sont des provisions pour pertes de valeurs comptabilisées au compte de résultat en autres produits et charges opérationnels (voir note 7.4.4).

7.3.3. Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 mars 2015	31 mars 2015	
			Dont reclassement des actifs en activités abandonnées	Retraité des activités abandonnées
Matières premières	23 951	35 296	14 807	20 489
En-cours de production	7 554	7 659	263	7 396
Produits finis	14 358	18 103	9 209	8 894
Valeur brute	45 863	61 057	24 279	36 779
Provisions pour dépréciations	(9 380)	(27 984)	(19 266)	(8 718)
Valeur nette des stocks	36 483	33 073	5 013	28 061

* Au 31 décembre 2015, les stocks du segment Energie Solaire sont classés en activités abandonnées conformément à IFRS 5. Pour permettre la comparaison à périmètre constant, les éléments du 31 mars 2015 sont également reclassés en activités abandonnées.

Au 31 décembre 2015, la valeur des stocks varie de 30% (+8 423 milliers d'euros) sur le périmètre des activités poursuivies. L'analyse par segments fait apparaître les éléments suivants :

- Les stocks du segment Electronique ont augmenté de 7 041 milliers d'euros. Cette augmentation traduit la reprise progressive de l'activité et l'accroissement mécanique du besoin en fonds de roulement qui s'ensuit ;
- Les stocks du segment Autres activités augmentent de 1 382 milliers d'euros.
- Les stocks du segment Energie Solaire sont classés en activités abandonnées au 31 décembre 2015, les données du 31 mars 2015 ont été isolées pour permettre la comparaison à périmètre constant.

7.3.4. Créances clients

Les créances clients au 31 décembre 2015 se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	Total des créances clients	Non échues et non dépréciées	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 30 à 60 jours	Echues depuis 60 à 90 jours	Echues depuis 90 à 120 jours	Echues depuis plus de 120 jours
Valeur brute	36 621	31 445	4 228	344	126	313	166
Provision pour dépréciation	(166)	-	-	-	-	-	(166)
Valeur nette	36 455	31 445	4 228	344	126	313	-

Au 31 mars 2015, les créances clients se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	Total des créances clients	Non échues et non dépréciées	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 30 à 60 jours	Echues depuis 60 à 90 jours	Echues depuis 90 à 120 jours	Echues depuis plus de 120 jours
Valeur brute	49 015	42 399	884	263	105	2	5 362
Provision pour dépréciation	(5 203)	-	-	(82)	(55)	-	(5 066)
Valeur nette	43 812	42 399	884	181	50	2	296
<i>Dont reclassement des créances clients en activités abandonnées</i>							
Valeur brute	6 631	1 356	-	17	43	-	5 215
Provision pour dépréciation	(4 994)	-	-	-	(40)	-	(4 954)
Valeur nette	1 638	1 356	-	17	3	-	261
<i>31 mars 2015 retraité des activités abandonnées</i>							
Valeur brute	42 384	41 043	884	246	62	2	147
Provision pour dépréciation	(209)	-	-	(82)	(15)	-	(112)
Valeur nette	42 174	41 043	884	164	47	2	34

7.3.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 mars 2015
Trésorerie	51 757	22 911
Equivalents de trésorerie	-	-
Valeur totale de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	51 757	22 911

Les disponibilités détenues en banque sont essentiellement libellées en dollars américains et en euros.

La trésorerie est placée sur des comptes bancaires rémunérés.

7.3.6. Activités abandonnées et actifs et passifs destinés à être cédés

Les activités abandonnées s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Actifs et passifs destinés à être cédés		Actifs et passifs des activités abandonnées	
	31 décembre 2015	31 mars 2015	31 décembre 2015	31 mars 2015*
Immobilisations corporelles	-	25 471	-	-
Projets de centrales solaires	-	2 300	317	1 600
Sociétés mises en équivalence	7 971	10 838	-	-
Actifs financiers non courant	13 856	-	742	561
Autres actifs non courants	-	618	271	269
Actifs non courants	21 827	39 227	1 330	2 430
Stocks	-	-	724	5 013
Clients et comptes rattachés	-	9 013	1 900	1 638
Autres actifs courants	-	382	2 305	5 323
Actifs financiers courants	-	20 813	-	328
Actifs non courants	-	30 208	4 929	12 302
Actif total (1)	21 827	69 435	6 259	14 731
Dettes financières à long terme	-	16 730	-	1 947
Provisions et autres passifs non courants	-	-	1 710	2 055
Passifs non courants	-	16 730	1 710	4 002
Dettes financières à court terme	-	-	2 735	2 755
Fournisseurs et comptes rattachés	-	114	2 282	5 199
Provisions et autres dettes courantes	-	7	20 628	37 014
Passifs courants	-	121	25 645	44 968
Passif total (2)	-	16 851	27 355	48 970
Actif net (1) – (2)	21 827	52 584	(21 097)	(34 239)

* Au 31 décembre 2015, les actifs et passifs du segment Energie Solaire sont classés en activités abandonnées conformément à IFRS 5. Pour permettre la comparaison à périmètre constant, il est présenté au 31 mars 2015 un comparatif où sont reclassés les actifs et passifs de ce segment en activités abandonnées.

Concernant les actifs et passifs destinés à être cédés au 31 mars 2015, le Groupe a réalisé les opérations suivantes au cours des neufs premiers mois 2015-2016. :

- Cession du bâtiment de San Diego, inscrit au 31 mars 2015 en immobilisations corporelles destinée à être cédée pour 25 471 milliers d'euros, et remboursement de la dette financière liée au refinancement de ce bâtiment (inscrit en dette financière au 31 mars 2015 pour 16 730 milliers d'euros).
- Vente des centrales solaires de CPV Rians en France et de Poggio Santa Lucia en Italie, classées en projets de centrales solaires pour 2 300 milliers d'euros au 31 mars 2015. Les autres centrales solaires sont classées en activité abandonnées pour un montant de 317 milliers d'euros.
- Vente des centrales CPV Thémis en France et Monte Bellone en Italie.

- Concernant les actifs liés à la centrale solaire de Touwsrivier en Afrique du Sud le Groupe considère que le critère de la vente hautement probable dans un délai de 12 mois selon IFRS 5 est rempli sur la période présentée. Ces éléments sont classés en actifs destinés à la vente :
 - o Titres mis en équivalence pour CPV Power Plant n°1 Ltd (« Touwsrivier ») détenue à 20 % et sa filiale CPV Bond (7 971 milliers d'euros au 31 décembre 2015 contre 10 838 milliers d'euros au 31 mars 2015).
 - o Financement (principal et intérêts) consenti à l'un des actionnaires de la centrale de Touwsrivier pour 13 856 milliers d'euros (classés au 31 mars entre d'une part une créance financière courante de 10 708 milliers d'euros et d'autre part une créance commerciale de 8 947 milliers d'euros).

Concernant les actifs et passifs classés en activités abandonnées,

- Le poste projets de centrales solaires concerne la centrale de Newberry aux Etats-Unis pour 317 milliers d'euros (322 milliers d'euros au 31 mars 2015). Au cours du premier semestre de l'exercice, le Groupe a vendu le terrain de Sorrel aux Etats Unis, inscrit dans les comptes du 31 mars 2015 pour 1 278 milliers d'euros.
- Le poste Actifs financiers non courant concerne les titres de participations détenus dans la filiale non consolidée de Suncoutim pour 331 milliers d'euros, et des liquidités soumises à restriction pour 411 milliers d'euros au 31 décembre 2015, contre respectivement 331 milliers d'euros et 231 milliers d'euros au 31 mars 2015.
- Le poste dettes financières à long terme et à court terme concerne la dette liée au rachat des titres Reflexite.
- Le poste provisions et autres dettes courantes est principalement constitué des provisions pour restructuration et sont détaillées dans la note 7.3.11

7.3.7. Distributions de dividendes

L'assemblée générale des actionnaires du 10 juillet 2015 a décidé de porter la perte en report à nouveau et de ne pas distribuer de dividendes.

7.3.8. Paiements fondés sur des actions

La charge relative aux paiements fondés sur les actions comptabilisée au compte de résultat pour la période close le 31 décembre 2015 est de 254 milliers d'euros (273 milliers d'euros au 31 décembre 2014), dont 246 milliers d'euros sont alloués aux activités poursuivies.

Par ailleurs, conformément à la norme IFRS 2, et en raison de la non atteinte de critères de performance internes assis sur le chiffre d'affaires, l'EBITDA, la trésorerie disponible ainsi que l'accomplissement des principales étapes du plan stratégique Groupe, ou en raison de départs avant la fin de la période d'acquisition, une partie de la charge enregistrée sur l'exercice clos le 31 mars 2015 a été reprise pour un montant de 410 milliers d'euros (406 milliers d'euros au 31 décembre 2014 correspondant à une partie de la charge enregistrée sur l'exercice 2013-2014), dont 283 milliers d'euros sont alloués aux activités abandonnées.

7.3.9. Emprunts et dettes financières

Les échéances de remboursement des emprunts et dettes financières au 31 décembre 2015 se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015				31 mars 2015	31 mars 2015 Dont reclassement en passifs des activités abandonnées	31 mars 2015 Retraité des activités abandonnées
	< 1an	1 à 5 ans	> 5ans	Total			
Contrats de location financement :							
Immobilier (construction)	-	-	-	-	-	-	-
Mobilier	6 752	8 912	-	15 664	9 464	-	9 464
Emprunts :							
Emprunt obligataire : OCEANE 2018	1 969	93 020	-	94 989	90 852	-	90 852
Emprunts bancaires	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts auprès d'organismes financiers	-	-	-	-	4 339	4 339	-
Emprunts auprès de BPI / CEA / SEH	43 968	-	-	43 968	-	-	-
Autres emprunts et dettes financières :							
Avances remboursables	1 438	9 842	-	11 280	12 039	-	12 039
Fournisseurs financiers	276	-	-	276	362	362	-
Instruments financiers dérivés passifs	-	-	-	-	-	-	-
Ligne de crédit autorisée utilisée	6 428	44 733	-	51 161	55 802	-	55 802
Découverts bancaires	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers	150	-	-	150	150	-	150
Total des emprunts et dettes financières	60 981	156 507	-	217 488	173 007	4 701	168 306

7.3.10. Provisions et autres passifs non courants

Les provisions et autres passifs non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 mars 2015 publié	31 mars 2015 Dont reclassement des actifs en activités abandonnées	31 mars 2015 Retraité des activités abandonnées
Produits constatés d'avance	9 440	10 416	-	10 416
Dépôts et cautionnements reçus	66	67	-	67
Débiteurs divers	-	9	-	9
Passifs non courants	9 506	10 493	-	10 493
Provisions pour risques et charges	5 414	7 050	2 055	4 995
Provisions et autres dettes non courantes	14 920	17 543	2 055	15 488

Au 31 décembre 2015, les principaux produits constatés d'avance sont les suivants :

- Un prépaiement sur un accord de licence conclu en mars 2011 dans le domaine des capteurs d'images, pour un montant total de 3 423 milliers d'euros, répartis entre une part non courante pour 2 771 milliers d'euros et une part courante pour 652 milliers d'euros.

- Un prépaiement sur un accord de licence conclu en mars 2013 dans le domaine des matériaux III-V pour le marché des diodes électroluminescentes, pour un montant total de 1 833 milliers d'euros, répartis entre une part non courante pour 1 580 milliers d'euros et une part courante pour 253 milliers d'euros.
- Un prépaiement sur un accord de licence conclu en mai 2014 dans le domaine des applications de radio fréquence et des applications de puissance, pour un montant total de 6 355 milliers d'euros, répartis entre une part non courante pour 5 087 milliers d'euros et une part courante pour 1 267 milliers d'euros.

Les provisions pour risques et charges sont constituées principalement de la provision pour retraite et autres avantages au personnel pour un montant de 5 157 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

7.3.11. Provisions pour risques et charges

- Tableau de variation des provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2015	<i>Dont reclassement des passifs en activités abandonnées</i>	<i>31 mars 2015 retraité des activités abandonnées</i>	Dotations de la période	Reprises (utilisée)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	Reclassement	31 décembre 2015
Provisions courantes :									
Pour litige	2 847	-	2 847	219	(759)	(325)			1 981
Pour garantie	-	-	-						
Pour restructuration*	36 146	(29 366)	6 780	233	(2 968)	(2 126)	(109)		1810
Pour autres charges	-	-	-						
Total courant	38 993	(29 366)	9 627	452	(3 727)	(2 451)	(109)		3791
Provisions non courantes :									
Pour retraite	4 719	-	4 719	438			(1)		5 157
Pour litige	-	-	-						
Pour garantie	1 356	(1 080)	276	77	(30)	(66)			258
Pour restructuration*	975	(975)	-						
Pour autres charges	-	-	-						
Total non courant	7 050	(2 055)	4 995	515	(30)	(66)	(1)		5 414

* Les provisions pour restructuration reclassées en activités abandonnées pour un montant total de 30 340 milliers d'euros au 31 mars 2015 sont présentées dans le tableau de variations ci-après.

Les provisions pour litiges sont constituées de diverses sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), commerciale ou fiscale. La principale variation de la période correspond à une reprise de provision de 759 milliers d'euros consécutive à la réception et au règlement des avis d'imposition à l'Organic.

- Provisions pour restructuration des activités poursuivies

Les provisions pour restructurations (courantes et non courantes) sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31 mars 2015	<i>Dont reclassement des passifs en activités abandonnées</i>	<i>31 mars 2015 retraité des activités abandonnées</i>	Dotations de la période	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	31 décembre 2015
Exercices 2012-2013 et 2013-2014								
- Plans de départ	489	-	489	-	(489)	-	-	-
- Frais d'arrêt des équipements de production	611	-	611	-	(54)	-	-	557
- Plan de départ	2 056	2 056	-	-	-	-	-	-
- Loyers restant dus sur les bureaux de Paris	676	676	-	-	-	-	-	-
Site de Bernin	3 832	2 732	1 100	-	(543)			557
Exercices 2014-2015 : Cession du fonds de commerce de Soitec Specialty Electronics *								
- Départ des salariés	1 599	-	1 599	-	(1 415)	-	-	184
- Démantèlement et remise en état du site	304	-	304	-	(140)	-	-	164
Site de Villejust	1 903	-	1 903	-	(1 555)			348
Exercice 2015-2016 :								
- Restructuration du segment Equipement	-	-	-	233	-	-	-	233
Site de Montbonnot		-		233				233
Exercices 2014-2015 : Restructuration du segment Energie Solaire								
- Départ des salariés	5 462	5 462	-	-	-	-	-	-
- Démantèlement de centrales solaires (hors US)	2 584	2 584	-	-	-	-	-	-
- Pertes opérationnelles	2 080	2 080	-	-	-	-	-	-
- Indemnisation des tiers	1 890	1 890	-	-	-	-	-	-
- Loyers restants dus – Pars non courante	975	975	-	-	-	-	-	-
- Loyers restants dus – part courante	544	544	-	-	-	-	-	-
Site de Freiburg	13 535	13 535	-	-	-	-	-	-
Exercices 2014-2015 : Arrêt de la production								
- Démantèlement du site et frais d'arrêt de la production	679	-	679	-	-	-	(8)	671
Site de Singapour	679	-	679	-	0		(8)	671
Exercices 2014-2015 : Restructuration								
- Départ des salariés	1 056	-	1 056	-	(625)	(397)	(34)	-
- Loyers restants dus	1 322	-	1 322	-	(246)	(1 033)	(43)	-
- Démantèlement et remise en état du site	719	-	719	-	-	(696)	(23)	-
Site de Phoenix	3 097	-	3 097	-	(871)	(2 126)	(101)	-
Exercices 2014-2015 : Restructuration du segment Energie Solaire								
- Départ des salariés	917	917	-	-	-	-	-	-
- Pertes opérationnelles	10 465	10 465	-	-	-	-	-	-
- Démantèlement des centrales solaires situées aux Etats-Unis	699	699	-	-	-	-	-	-
Site de San Diego	12 081	12 081	-	-	-	-	-	-

Exercices 2014-2015 : Restructuration du segment Energie Solaire								
- Départ des salariés	1 992	1 992	-	-	-	-	-	-
Autres sites	1 992	1 992	-	-	-	-	-	-
Total part courante et non courante	37 121	30 340	6 781	233	(2 969)	(2 126)	(109)	1810

* La société Soitec Specialty Electronics, située à Villejust en France à fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine à Soitec France au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2015-2016.

- Provisions pour restructuration reclassées en activités abandonnées

Les provisions pour restructuration reclassées en activités abandonnées sont détaillées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31 mars 2015	Dotations de la période	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	Reclassement	31 décembre 2015
- Plan de départ	2 056		(1 377)				679
- Loyers restant dus sur les bureaux de Paris	87		(87)				-
- Pertes opérationnelles	589	878	(726)				741
Site de Bernin	2 732	878	(2 190)				1 420
- Départ des salariés	5 462	1 074	(5 488)				1 048
- Démantèlement de centrales solaires (hors US)	2 584	2 183	(1 108)				3 659
- Pertes opérationnelles	2 080	4 156	(3 238)	(4 298)			2 998
- Indemnisation des tiers	1 890		(1 140)				750
- Loyers restants dus – Pars non courante	975					(342)	633
- Loyers restants dus – part courante	544		(342)			342	544
Site de Freiburg	13 535	7 413	(11 317)				9 631
- Départ des salariés	917				(22)		895
- Pertes opérationnelles	10 465	816	(2 258)		(214)		4 511
- Démantèlement des centrales solaires situées aux Etats-Unis	699				(3)		696
Site de San Diego	12 081	816	(2 258)		(239)		6 102
- Départ des salariés	77		(66)				11
- Remise en état du site	28		(28)				-
Site de Montbonnot	104		(94)				10
- Départ des salariés	76		(76)				-
Site Italie	76		(76)				-
- Pertes opérationnelles	850		(562)		(132)		156
Site Afrique du Sud	850		(562)		(132)		156
- Départ des salariés	924	287	(571)				640
Site France	924	287	(571)				640
- Départ des salariés	38		(33)		(5)		-
Site chilien	38		(33)		(5)		-
							-
Total part courante et non courante	30 340	9 395	(17 101)	(4 298)	(376)		17 960

7.4. Notes sur le compte de résultat

7.4.1. Frais de personnel

Les frais de personnel enregistrés au cours de la période se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015 *	31 décembre 2014 *
Charges de personnel y compris charges sociales**	(56 179)	(52 220)
Crédit impôt compétitivité emploi	739	756
Retraites	(378)	(497)
Charges liées aux paiements fondés sur les actions	254	(27)
Total des frais de personnel	(55 564)	(51 988)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, les frais de personnel du segment Energie Solaire ont été reclassés en « Résultat des activités abandonnées ».

** Les charges de personnel présentées comprennent également la charge d'intéressement.

L'augmentation de la masse salariale de 3 576 milliers d'euros est principalement liée :

- à un accroissement des charges de personnel, y compris les charges sociales, pour 3 959 milliers d'euros,
- autres éléments impactent la masse salariale : montant du crédit impôt compétitivité emploi (-17 milliers d'euros), diminution de la provision pour indemnités de retraite pour 119 milliers d'euros, et produit lié aux paiements fondés sur les actions pour 281 milliers d'euros.

7.4.2. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015 *	31 décembre 2014 *
Frais opérationnels de recherche et développement bruts	(35 632)	(38 476)
Vente de prototypes	4 248	4 457
Subventions de recherche et développement comptabilisées au résultat	8 420	4 264
Crédit impôt recherche	9 172	5 536
Autres revenus	20	6
Total des revenus déduits des frais opérationnels bruts	21 860	14 263
Total des frais opérationnels de recherche et développement nets	(13 771)	(24 213)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, les frais opérationnels de recherche et développement du segment Energie Solaire ont été reclassés en « Résultat des activités abandonnées ».

* La norme IFRIC 21 sur les taxes a été appliquée de façon rétrospective au 1^{er} avril 2015. En conséquence, les données comparatives du 31 décembre 2015 ont été retraitées et génère un impact favorable de 135 milliers d'euros sur les frais opérationnels de recherche et développement bruts.

Les dépenses de recherche et développement (R&D) sont essentiellement constituées de frais de recherche et sont comptabilisées en résultat. La baisse des dépenses brutes est liée à la baisse de valorisation de la salle blanche Bernin3 où sont effectuées les activités Compound.

7.4.3. Dotations aux amortissements incluses dans le compte de résultat consolidé

La charge d'amortissement au compte de résultat se répartit comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015 *	31 décembre 2014 *
Coût des ventes	(14 122)	(19 328)
Frais de recherche et développement	(5 803)	(6 028)
Frais commerciaux	(8)	(12)
Frais de lancement de projets de centrales solaires	(1)	(1)
Charges administratives	(732)	(467)
Total des dotations aux amortissements	(20 665)	(25 835)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, la charge d'amortissement au compte de résultat du segment Energie Solaire a été reclassée en « Résultat des activités abandonnées ».

7.4.4. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels au compte de résultat se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015 *	31 décembre 2014 *
Autres produits opérationnels :		
Reprise de provision pour retraite	-	-
Impact net cession Phoenix Lab	1 065	-
Résultat de cession du fonds de commerce de Soitec Specialty Electronics	-	2 343
Autre	-	-
Total des autres produits opérationnels	1 065	2 343
Autres charges opérationnelles :		
Dépréciation pour perte de valeur	(335)	(320)
Impairments tests	(22 352)	-
Autres provisions sur actifs courants	-	-
Mesures de restructuration	(6 546)	(3 463)
Total des autres charges opérationnelles	(29 233)	(3 783)
Résultat non courant	(28 168)	(1 440)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, les autres produits et charges opérationnels du segment Energie Solaire ont été reclassés en « Résultat des activités abandonnées » (voir note 7.4.7).

Au 31 décembre 2015, le Groupe a enregistré une perte opérationnelle nette non courante de 28,1 millions d'euros.

Cette perte est composée en partie des frais juridiques et de conseil liés au protocole de conciliation et à la restructuration du portefeuille d'activités.

L'impact net de la cession de la filiale Soitec Phoenix Lab est un produit pour 1,1 million d'euros. Ce montant s'explique par une reprise de provision (dépréciation d'actifs, pour 1,4 million d'euros et frais de restructuration, pour 2,4 millions d'euros) contre une moins value consolidée de (-2,9 millions d'euros).

Les amortissements accélérés se montent à 22,3 millions et concernent le bâtiment industriel de Singapour pour 20,1 millions d'euros et l'actif de la filiale Altatech, pour 2,2 millions d'euros.

7.4.5. Charge d'impôt

A chaque clôture, le Groupe réévalue la constatation de ses impôts différés. Pour une même juridiction fiscale, les actifs d'impôts différés ne sont constatés qu'à hauteur des passifs d'impôts différés de même échéance.

L'écart entre l'impôt sur les sociétés théorique, calculé selon le taux en vigueur en France (34,43 % pour le 31 décembre 2015) et la charge d'impôt reflétée dans le compte de résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015 *	31 décembre 2014 *
Produit (charge) théorique d'impôt sur les sociétés au taux en vigueur	13 993	15 377
Impôts différés actifs non activés	(16 928)	(17 657)
Provisions et charges non déductibles	(388)	1 095
Produits non taxables (crédit impôt recherche et compétitivité emploi)	3 323	1 179
Impact des différences de taux d'impôt sur les sociétés	48	(2)
Autre différence permanente (Soitec US)**	(2 033)	-
Produit (charge) d'impôt total	(1 985)	(8)

* Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 5, le produit (charge) d'impôt a été reclassé en « Résultat des activités abandonnées » (note 7.4.7).

** La Société a fait l'objet d'un redressement fiscal conduisant à la consommation de ses déficits reportables et à l'enregistrement d'une charge d'impôt au titre des exercices antérieurs, pour un montant de 2 008 milliers d'euros.

7.4.6. Résultat net par action

Sont présentées ci-dessous les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action :

(en nombre d'actions)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (hors actions propres) pour le résultat de base par action	231 324 184	225 085 432
Effet de la dilution prenant en compte la méthode du rachat d'action :		
Stock-options	-	-
ABSAAR	-	-
OCEANE	-	-
Actions gratuites	224 000	806 400
Effet dilutif	224 000	806 400
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (hors actions propres) ajusté pour le résultat dilué par actions	231 548 184	225 891 183

Les instruments dilutifs ne sont pas pris en compte dans le calcul du résultat par action dilué lorsqu'ils conduisent à réduire la perte par action calculée sur le nombre moyen d'actions en circulation.

7.4.7. Résultat net des activités abandonnées

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Ventes	6.1.6	22 112	38 563
Charges de la période	-	(22 112)	(110 726)
Résultat opérationnel courant	-	-	(72 163)
Autres charges opérationnelles nettes	-	(902)	(8 860)
Résultat opérationnel	-	(902)	(81 023)
Résultat financier	-	(25 351)	13 036
Résultat avant impôt	-	(26 253)	(67 987)
Impôt	-	(3)	4
Résultat après impôt des activités abandonnées	-	(26 256)	(67 983)

Au 31 décembre 2015, le résultat financier des activités abandonnées est principalement constitué du reclassement au compte de résultat des écarts de conversions des filiales hébergeant des activités abandonnées (charge de 24 308 milliers d'euros) et de la perte de change latente sur les financements intra-groupe pour 1 043 milliers d'euros. Au 31 décembre 2014, le résultat financier des activités abandonnées inclut un gain de change latent sur les financements intra-groupe pour 13 036 milliers d'euros.

7.5. Autres informations

7.5.1. Saisonnalité de l'activité

L'activité du Groupe ne présente aucun caractère saisonnier. Certains des marchés adressés peuvent avoir une saisonnalité propre (impact de Noël sur les ventes de consoles de jeux ou de la rentrée scolaire et universitaire sur les ventes de micro-ordinateurs) mais en réalité les fluctuations des ventes sont davantage liées aux phases de lancement de nouvelles générations de produits qui ne sont généralement pas saisonnières (exemple des consoles de jeu ou des tablettes introduites successivement aux Etats-Unis, puis en Asie, puis en Europe). De façon globale, les effets saisonniers pouvant affecter certaines applications sont dilués par la diversité des marchés adressés : produits de consommation (consoles de jeu, micro-ordinateurs, tablettes, smartphones...), produits industriels ou destinés aux entreprises (automobile, éclairage, serveurs).

7.5.2. Informations relatives aux parties liées

Au 31/12/2015, le Conseil d'Administration est composé de sept administrateurs :

- Monsieur Paul Boudre,
- Bpifrance Participations, représenté par Monsieur Thierry Sommelet,
- CEA Investissement, représenté par Monsieur Christophe Gegout,
- Monsieur Douglas Dunn,
- Monsieur Joël Karecki,
- Monsieur Satoshi Onishi,
- Monsieur Joseph Martin.

Monsieur Paul Boudre est le seul administrateur exerçant des fonctions au sein de la Direction Générale de la Société.

A l'occasion du plan de financement mis en place dans le cadre de la procédure de conciliation homologuée par le Tribunal de commerce de Grenoble le 5 mai 2015, Shin Etsu Handotai (Europe), Bpifrance Participations, et CEA Investissement ont consenti à Soitec un concours financier décrit aux Chapitres 19 (Opérations avec des Apparentés) et 22 (Contrats Importants) du Document de référence 2014-2015 de Soitec, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 juin 2015 sous le numéro D. 15-0587. Chacun de Bpifrance Participations et de CEA Investissement dispose d'un siège au Conseil d'administration.

Monsieur Satoshi Onishi est le directeur général de Shin Etsu Handotai (Europe). Monsieur Douglas Dunn siège, pour sa part, au conseil d'administration de Global Foundries, Inc, après avoir occupé des fonctions de direction au sein de la société Arm Holdings, plc, deux sociétés avec lesquelles Soitec entretient d'importantes relations d'affaires.

7.6. Evénements postérieurs à la clôture

Dans le cadre de sa stratégie de recentrage des ses activités sur le « core business », la Société a conclu la vente de sa filiale Altatech le 29 mars 2016, et a transféré en date du 31 mars 2016 les actifs et le personnel de l'UGT Lighting à une co-entreprise dans laquelle elle ne détient plus qu'une participation minoritaire aux côtés d'un acteur majeur du secteur. Ces deux activités sont présentées dans le segment « autres activités » de l'analyse sectorielle.